

La révolution portugaise oubliée de 1974-1975, vue par le journal *Combate* (6^e partie)

Du 23 juillet 1975 au 26 décembre 1975

Cette sixième partie propose la traduction de 6 éditoriaux supplémentaires du journal *Combate* après les 27 premiers déjà publiés sur ce site¹. Chaque éditorial de *Combate* est précédé d'une partie «CHRONOLOGIE» reprise de l'excellent *Portugal, l'autre combat : classes et conflits dans la société*, de F. Avila, C. Ferreira, B. Lory, C. Orsoni et Charles Reeve (Éditions Spartacus en juin 1975, disponible en ligne) et de celui de Raquel Varela, *Peuple en révolution. Portugal 1974-1975*, paru chez Agone, en 2018². Cette CHRONOLOGIE ainsi que le glossaire permettront aux lecteurs de mettre en relation les analyses de *Combate* avec les principaux événements qui les sous-tendent.

Cette traduction vient compléter plusieurs textes précédemment publiés :

- le tome 1 de *Portugal 1974-1975. La révolution oubliée*, paru aux Éditions Ni patrie ni frontières en 2018. Cet ouvrage comprenait notamment la traduction du livre de Danúbia Mendes Abadia : *Combate et les luttes sociales pour l'autonomie (1974-1978)* (<https://nfnf.eu/spip.php?article530>) ;
- deux préfaces (re)publiées par les éditions Vosstanie (<https://vosstanie-editions.blogspot.com/>) et traduites sur ce site : <https://nfnf.eu/spip.php?article1004> ;
- «De l'illégalité à la légalité» de João Bernardo (publié en français dans *Combat communiste* n° 5, mai 1975) et accompagné d'un tableau «généalogique» détaillé des groupes de gauche et d'extrême gauche portugais de l'époque (<https://nfnf.eu/spip.php?article1004>) ;
- «Portugal 1974/175. Autonomie des travailleurs, État et marché mondial» (1981) de João Bernardo, <https://nfnf.eu/spip.php?article982> ;
- le bilan collectif écrit en 2006 par cinq collaborateurs de *Combate* : <https://nfnf.eu/spip.php?article535>.

Y.C., *Ni patrie ni frontières*, 6 juin 2023

¹ <https://nfnf.eu/spip.php?article1009> et <https://nfnf.eu/spip.php?article1010> .

² Le livre de Varela a été écrit dans une optique résolument trotskiste, donc hostile à l'autonomie ouvrière. L'auteure se passionne pour les «divergences» au sein du MFA et les luttes entre partis et groupuscules d'extrême gauche, aussi ai-je réutilisé, dans les introductions chronologiques qui suivent, uniquement les informations concernant les grèves et les luttes des ouvriers d'usine et des salariés agricoles.

CHRONOLOGIE

23 juillet. – Environ 2 000 personnes (travailleurs, habitants et militaires) occupent plusieurs domaines à Couço (Coruche).

24 juillet. – Début de la grève des travailleurs du Métro à Lisbonne, suspendue le 28 juillet.

29 juillet. – Les travailleurs de la mer de la Companhia Nacional da Navegação se mettent en grève.

31 juillet. – A Cascais, la commission de quartier d'Outeiro da Vela occupe 23 appartements.

À Lisbonne et à Porto, les travailleurs des stations-service se mettent en grève.

AOUT-SEPTEMBRE

Août 1975. – Occupation d'Iberonica et mesure d'épuration à l'encontre du patron.

8 août. – Dirigé par Vasco Gonçalves*, le 5^e Gouvernement provisoire, entre en fonction.

10 août. – Melo Antunes* et ses sympathisants sont écartés du Conseil de la révolution*.

12 août. – Début d'une vague d'actes de sabotage économique et d'occupations d'exploitations agricoles dans le district de Beja afin d'empêcher la vente de bétail et de machines agricoles.

13 août. – Les travailleurs de Marconi se mettent en grève.

La propriété Herdade da Lobeira, à Montemor-o-Novo, est occupée.

14 août. – Manifestation du PS à Lisbonne et à Porto de soutien au «Document des Neuf» et contre le 5^e Gouvernement provisoire. Les manifestants réclament la formation d'un gouvernement d'unité et de salut national.

Les travailleurs de la Fabrica de Cervejas Imperial, à Loulé (Algarve), luttent pour le paiement de leurs salaires, de meilleures conditions de travail et contre le travail temporaire.

20 août. – Dans le district d'Evora, des habitants occupent douze propriétés. Ils sont aidés par les militaires de l'École pratique d'artillerie de Vendas Novas.

Les salariés agricoles et les petits agriculteurs occupent une dizaine de propriétés à Campo Maior.

Les travailleurs de Soformel (produits pharmaceutiques) occupent l'entreprise pour cause de soupçons de fraude et de sabotage économique.

Septembre 1975. – Les travailleurs d'Unitas (conserves) à Setúbal occupent l'usine parce que leurs salaires sont en retard. La même chose a lieu chez Gomal, à Santo Tirso, chez Mondarel (textile) à Coimbra et chez Marmoz (marbre).

Au cours du mois de septembre, de nombreuses propriétés sont occupées dans la commune de Redondo.

2 septembre. – Environ 25 navires de la Companhia Nacional da Navegação se joignent à la grève lancée le 29 juillet par les travailleurs de la mer de l'entreprise. Les travailleurs en grève bénéficient également du soutien de deux bateaux de la Companhia de Transportes Maritimes. Ils exigent la semaine de 40 heures et l'abrogation de l'actuel Code pénal de la marine marchande.

3 septembre. – Les travailleurs de la mer manifestent à Santa Apolonia en défense de leurs droits, aux cris de : «Egalité de droits terre-mer !», «Ceux qui n'ont pas peur de la mer, n'ont pas peur des patrons !»

5 septembre. – Les habitants des zones délabrées de Porto occupent le quartier de São Tomé, encore en phase de finition et dépourvu d'eau et d'électricité.

8 septembre. – Les travailleurs de la société Jamec, réunis au Syndicat des transports routiers du district de Lisbonne, occupent les locaux et immobilisent les véhicules afin de garantir leurs emplois et leurs salaires.

À Lisbonne, les lamaners (chargés des opérations d'amarrage ou d'appareillage des navires) se mettent en grève pour exiger la nationalisation immédiate de leur entreprise.

11 septembre. – Les travailleurs de l'industrie du liège lancent une grève du zèle face au refus des patrons de négocier la convention collective.

deux bateaux de la Companhia de Transportes Maritimes. Ils exigent la semaine de 40 heures et l'abrogation de l'actuel Code pénal de la marine marchande.

3 septembre. – Les travailleurs de la mer manifestent à Santa Apolonia en défense de leurs droits, aux cris de : «Egalité de droits terre-mer !», «Ceux qui n'ont pas peur de la mer, n'ont pas peur des patrons !»

5 septembre. – Les habitants des zones délabrées de Porto occupent le quartier de São Tomé, encore en phase de finition et dépourvu d'eau et d'électricité.

8 septembre. – Les travailleurs de la société Jamec, réunis au Syndicat des transports routiers du district de Lisbonne, occupent les locaux et immobilisent les véhicules afin de garantir leurs emplois et leurs salaires.

A Lisbonne, les lamaneurs (chargés des opérations d'amarrage ou d'appareillage des navires) se mettent en grève pour exiger la nationalisation immédiate de leur entreprise.

11 septembre. – Les travailleurs de l'industrie du liège lancent une grève du zèle face au refus des patrons de négocier la convention collective.

12 septembre. – La grève des travailleurs de l'Instituto de Alta Cultura³ (se poursuit contre la direction de l'institution. D'autres services du ministère de l'Éducation et de la Recherche scientifique se solidarisent avec la lutte de ces employés.

A Vale da Amoreira (Baixa da Banheira), des appartements encore inachevés appartenant au Fonds pour le développement du logement sont occupés.

Les membres de la commission de quartier de Fogueteiro occupe 48 appartements appartenant au Fonds pour le développement du logement.

17 septembre. – A Beja et à Evora, les salariés agricoles du Bas Alentejo cessent le travail pour protester contre l'offensive contre-révolutionnaire et les grands propriétaires.

19 septembre. – Le 6^e Gouvernement provisoire, dirigé par Pinheiro de Azevedo*, prend ses fonctions.

20 septembre. – Les membres de l'Association des handicapés des forces armées manifestent à Lisbonne afin d'obtenir des pensions décentes. Ils occupent les péages routiers à l'entrée de la capitale et tentent de séquestrer les membres du gouvernement.

22 septembre. – La lutte des handicapés des forces armées se poursuit : ils dressent des barricades devant le palais présidentiel de Belém, bloquent la route nationale, occupent des stations de radio, interrompent la circulation du train de la ligne d'Estoril et lisent des communiqués à la population.

Éditorial du 30 septembre 1975 (*Combate* n° 28)

INDÉPENDANCE INTERNATIONALE :
LA LUTTE POUR LE CAPITALISME AU PORTUGAL

CRISE est le mot qui est le plus souvent écrit et entendu aujourd'hui au Portugal – et certainement dans le monde capitaliste. Parce qu'il s'agit, en fait, d'une crise économique mondiale (particulièrement dans le bloc capitaliste occidental) qui, bien sûr, touche aussi notre pays : le Portugal n'est pas une île, même s'il aimerait en être une. Cependant, les

³ Organisme chargé de la recherche scientifique la conduite et de la politique culturelle, de la diffusion de la langue et de la culture portugaises à l'étranger, créé en 1952, sous le salazarisme (*NdT*).

INDÉPENDANCE INTERNATIONALE : LA LUTTE POUR LE CAPITALISME AU PORTUGAL

CRISE est le mot qui est le plus souvent écrit et entendu aujourd'hui au Portugal – et certainement dans le monde capitaliste. Parce qu'il s'agit, en fait, d'une crise économique mondiale (particulièrement dans le bloc capitaliste occidental) qui, bien sûr, touche aussi notre pays : le Portugal n'est pas une île, même s'il aimerait en être une. Cependant, les explications de cette crise sont fondées, dans ce pays, sur des interprétations qui mystifient sa nature : durant la période qui a suivi le 25 avril 1974, la crise a été attribuée au fascisme et au boycott économique mis en œuvre par les capitalistes privés. Cette explication sert uniquement à *défendre* le nouveau pouvoir capitaliste, qui cherche ainsi à masquer le fait que la crise se produit dans le *mode de production*.

Souvenez-vous : le 11 mars 1975, le nouveau pouvoir politique, en étatisant presque la totalité de l'économie, a tenté de mettre fin à cette crise. Mais celle-ci ne dépend pas de l'efficacité des nouveaux propriétaires de l'État : elle a une dimension sociale et sa résolution exige l'adhésion des travailleurs aux mesures prises par l'État. La crise politique que nous connaissons depuis le 25 avril 1974 (c'est-à-dire les difficultés à constituer des gouvernements⁴ stables et capables de gouverner) découle des contradictions entre les différents détenteurs du pouvoir (ou candidats à celui-ci), tant en uniforme qu'en civil ; cette crise repose sur les différentes options concernant le développement du capitalisme d'État au Portugal – une solution pour un pays qui, n'ayant pas connu d'institutions régulières exerçant un «contrôle civilisé», voit maintenant émerger des institutions créées par les travailleurs eux-mêmes.

Mais ces crises gouvernementales se déroulent sur un terrain extérieur au prolétariat et donc ce dernier ne représente qu'une menace potentielle. Les problèmes auxquels est confrontée la technocratie se traduiront à court terme par un renforcement de l'exploitation – présenté sous le nom de «*bataille de la production*» – et par des tentatives d'encadrement de la force de travail en utilisant des moyens idéologiques ou – beaucoup plus probablement – répressifs.

La lutte des travailleurs est nécessairement différente : si elle veut accroître son pouvoir d'intervention (et, par conséquent, aller vers la création de nouveaux rapports de production), chaque étape, chaque forme d'organisation doit être autocontrôlée. Elle doit viser à l'abolition de la société qui réduit les travailleurs à la condition de marchandises. «Doit» parce que, dans le cas contraire, la formation de nouvelles classes privilégiées est inévitable – et celles-ci peuvent se former même à partir de fractions des classes exploités, fractions qui acquièrent aujourd'hui des fonctions de représentants des travailleurs et échappent au contrôle de la classe ouvrière. L'aliénation des travailleurs repose sur le mode de production et les rapports de production, et non sur les *formes* qu'ils peuvent prendre. Les commissions de travailleurs et d'habitants (organes élus produits directement par la lutte), si elles cessent d'être liées à la base qu'elles représentent ; si elles cessent d'être *des exécutants* – révocables à tout moment – qui remplissent des tâches concrètes, visibles, dictées par la lutte ; si elles se figent comme un pouvoir séparé, ces commissions sont inévitablement utilisées par les détenteurs politiques du pouvoir capitaliste ; elles en viennent à représenter leurs intérêts dans les usines, les quartiers, la vie sociale en général, voire elles se transforment en de simples courroies de

⁴ Les six gouvernements provisoires eurent une durée fort brève, entre 2 et 6 mois, sauf le 6^e et dernier gouvernement provisoire qui dura 9 mois (*NdT*).

peuvent prendre. Les commissions de travailleurs et d'habitants (organes élus produits directement par la lutte), si elles cessent d'être liées à la base qu'elles représentent ; si elles cessent d'être *des exécutants* – révocables à tout moment – qui remplissent des tâches concrètes, visibles, dictées par la lutte ; si elles se figent comme un pouvoir séparé, ces commissions sont inévitablement utilisées par les détenteurs politiques du pouvoir capitaliste ; elles en viennent à représenter leurs intérêts dans les usines, les quartiers, la vie sociale en général, voire elles se transforment en de simples courroies de transmission des différents ministères (de l'Économie, du Travail, du Logement). En d'autres termes : elles deviennent des éléments constitutifs du mode de production capitaliste.

Mais revenons en arrière : quelles sont les causes de cette crise politique de la gouvernance ?

DU 11 MARS À LA CRISE ACTUELLE

Dans des éditoriaux précédents de *Combate* (numéros 20 et 24), nous avons cherché à analyser les raisons pour lesquelles la voie du capitalisme d'État a pu se développer aussi rapidement après le 11 mars, et pourquoi elle semblait vouloir réactiver de façon aussi «radicale» l'économie capitaliste. En résumé, notre analyse portait sur les points suivants :

– l'étatisation de tous les établissements de crédit se traduit par une augmentation des possibilités d'investissement (de l'offre nationale de capitaux) de la part de la technocratie. Cette offre de crédit est encore accrue par le gel des salaires supérieurs à 12000 escudos, ce qui se traduit par un investissement forcé de cet excédent ;

– la nationalisation de toutes les entreprises industrielles de base rend possible d'augmenter la demande de crédit, malgré la récession du marché ; cette demande était très faible au Portugal, en raison des difficultés d'exportation. (La récession s'étend à tous les pays de la sphère du capitalisme américain, et à cela s'ajoute le manque de compétitivité des produits portugais sur le marché international). En outre, le marché intérieur est extrêmement limité. De plus, après le 25 avril 1974, la chute de la demande de crédit s'est encore accentuée parce que les nouvelles coordonnées politiques n'offraient pas une sécurité totale aux investisseurs privés.

L'offre et la demande de crédit entre les mains de l'État déterminent, en dernière analyse, l'investissement.

Mais l'augmentation des investissements n'a de sens, dans une société capitaliste, que si la plus-value produite peut être réalisée par le biais du marché : le capital présuppose la valorisation du capital. Examinons donc les nouvelles conditions du marché après le 11 mars 1975 :

Marché intérieur

Comme les entreprises sont directement détenues (ou contrôlées) par l'État, le marché des moyens de production tend à se développer. Soulignons que cette évolution est lente dans le temps ; de plus, elle est conditionnée par différents aspects technologiques et par la correspondance entre le développement technologique des différentes branches de l'industrie. Le marché des biens de consommation apparaît comme secondaire. Parce que, en fait le développement de l'État en tant que propriétaire des moyens de production signifie que le marché dominant est constitué par l'État en tant qu'acheteur, c'est-à-dire le marché des moyens de production. Au contraire, les structures économiques dans lesquelles le marché de la consommation privée possède un grand poids correspondent à la domination de la propriété privée monopolistique.

Marché extérieur

comme secondaire. Parce que, en fait le développement de l'État en tant que propriétaire des moyens de production signifie que le marché dominant est constitué par l'État en tant qu'acheteur, c'est-à-dire le marché des moyens de production. Au contraire, les structures économiques dans lesquelles le marché de la consommation privée possède un grand poids correspondent à la domination de la propriété privée monopolistique.

Marché extérieur

Ce marché subit une rétraction importante provoquée par la crise économique mondiale, comme nous l'avons indiqué.

En conclusion : en ce qui concerne la situation du marché, à cause de la grande récession du marché extérieur de la sphère américaine et également du ralentissement des relations économiques du capitalisme portugais avec les pays du Comecon⁵, la Chine et les pays du «tiers monde», le *marché intérieur joue désormais un rôle crucial* pour le développement économique du type préconisé par la faction qui domine l'appareil d'État depuis le 11 mars 1975, communément identifiée à la ligne du PC, ligne défendue dans les forces armées, entre autres, par Vasco Gonçalves*.

Si le marché intérieur des biens de production est le facteur qui contribue le plus à la réactivation de l'économie, et si le développement de ce marché est lent, nous avons ici une première difficulté à laquelle sont confrontés les nouveaux propriétaires de l'État portugais.

D'autre part, la difficulté à réaliser la plus-value se traduit, en dernière analyse, par une restriction du profit réel, compensable uniquement par une restriction des salaires. Quelle en est la conséquence la plus importante ? La nécessité, pour ces capitalistes d'État, d'assujettir la classe ouvrière en limitant les grèves et les concessions salariales, en accroissant l'exploitation, même par le biais du travail gratuit (service civique, service militaire productif). C'est ce que la redondante éloquence lusitanienne a appelé la «*bataille de la production*».

Mais, pour qu'une telle politique fonctionne, il fallait que les travailleurs s'engagent aveuglément dans la relance de l'économie en produisant davantage pour une paie plus petite. À cet égard, la réforme agraire est extrêmement pertinente : outre le fait qu'elle vise à réduire l'importation d'un certain nombre de produits alimentaires (responsables d'environ un quart du déficit actuel de la balance des paiements) et d'augmenter le marché intérieur pour l'industrie productrice de machines-outils agricoles, elle est également importante pour la «maîtrise» des prix et des salaires, et la réduction du chômage.

LES CAPITALISTES D'ÉTAT LANCENT UN APPEL... ...AUQUEL LES TRAVAILLEURS RESTENT SOURDS

Le problème persiste pour les capitalistes d'État : ils doivent absolument mobiliser la force de travail à grand renfort de propagande patriotique, mais cela ne suffit pas. L'expérience a montré que la force de travail n'est pas disposée à se laisser guider comme des moutons. Les travailleurs ont fait la sourde oreille aux appels à la «*bataille de la production*» lancés par le Premier ministre, les syndicats et les partis.

Ces appels inefficaces ont été suivis par des tentatives d'encadrement plus innovantes, qui ont effectué une sorte de synthèse politique fondée sur la notion de «*pouvoir populaire*». Ce

⁵ « *Organisme de coopération économique créé à Moscou, en janvier 1949, et qui regroupait l'U.R.S.S., l'Albanie (1949-1961), la République démocratique allemande (1950-1990), la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne, la Roumanie, la Tchécoslovaquie ainsi que la Mongolie, Cuba et le Viêt Nam. Il a été dissous en 1991.* » [Larousse.]

LES CAPITALISTES D'ÉTAT LANCENT UN APPEL... ...AUQUEL LES TRAVAILLEURS RESTENT SOURDS

Le problème persiste pour les capitalistes d'État : ils doivent absolument mobiliser la force de travail à grand renfort de propagande patriotique, mais cela ne suffit pas. L'expérience a montré que la force de travail n'est pas disposée à se laisser guider comme des moutons. Les travailleurs ont fait la sourde oreille aux appels à la «*bataille de la production*» lancés par le Premier ministre, les syndicats et les partis.

Ces appels inefficaces ont été suivis par des tentatives d'encadrement plus innovantes, qui ont effectué une sorte de synthèse politique fondée sur la notion de «*pouvoir populaire*». Ce prétendu «*pouvoir populaire*» n'est rien de plus qu'un projet d'encadrement des travailleurs *en tant que force de travail*, proposition adaptée aux formes d'organisation directement produites par les travailleurs, afin de les enchaîner à l'appareil d'État (et donc de les liquider en tant que structures de lutte). Quant aux candidats à la mise en place de ce projet, leur adaptation au «*pouvoir populaire*» est indispensable pour que croissent leurs effectifs et leur poids politique. Tous les groupes et partis d'extrême gauche savent que, s'ils veulent parvenir à encadrer les travailleurs, ils devront s'appuyer sur des structures autonomes plutôt que sur des structures traditionnelles comme les syndicats. Ils ont ainsi découvert l'importance des commissions de travailleurs et des commissions d'habitants – et le PRP/BR* a été historiquement le premier à en prendre conscience (rendons à César ce qui appartient à César).

Les propriétaires actuels du pouvoir font face à un problème central : ils n'arrivent pas à encadrer les travailleurs. D'autres problèmes sont venus s'ajouter à cet obstacle fondamental, car le développement économique n'a pas pu s'effectuer au rythme souhaité : le chômage a continué à augmenter (situation aggravée par le retour des colons d'Angola, le déclin de l'émigration et la démobilisation des soldats), et le coût de la vie a augmenté.

Toutefois, si la classe ouvrière a résisté, cette attitude exprimait davantage un **refus** de ce qui lui était imposé qu'une **affirmation** de ce qu'elle voulait imposer. Cette question nous semble d'une importance fondamentale.

C'est dans ce contexte que d'autres options pour le pouvoir de l'État apparaissent et semblent bénéficier d'un certain soutien, comme nous le verrons plus loin.

DU PS* AU CDS*, EN PASSANT PAR LE «DOCUMENT DES NEUF*»

Contre les formes intégrales de développement du capitalisme d'État, toutes les tendances favorables à un développement «plus lent» et «harmonieux» sont réapparues. Elles ne remettent pas en cause les étatisations (les prétendues «nationalisations»), bien qu'elles souhaitent que les capitalistes privés soient intégrés plus lentement dans l'appareil d'État, et qu'on leur laisse davantage d'initiative pendant une période plus longue. C'est pourquoi elles considèrent désormais que les investissements étrangers (notamment européens) représentent un facteur important de la réactivation de l'économie.

Cette approche vise à situer le Portugal «dans l'Europe de son temps» : il ne s'agit pas d'isoler le pays des problèmes – et des avantages – du bloc euro-américain. Quels avantages ? Idéalement, des mesures qui permettraient à court terme de satisfaire certaines revendications salariales et de débloquer une situation qui peut s'avérer potentiellement révolutionnaire pour le prolétariat. Cette tendance se caractérise par son réalisme étatique. D'autant plus que, dans le contexte actuel, elle peut mobiliser une large base de la population qui, pour diverses raisons, ressent plus durement la situation depuis le 25 avril 1974 : les agriculteurs du Nord et du Centre (fortement touchés par l'augmentation du coût de la vie, ces paysans propriétaires se trouvent dans une situation précaire étant donné que leur production n'a pas assez de

étrangers (notamment européens) représentent un facteur important de la réactivation de l'économie.

Cette approche vise à situer le Portugal «dans l'Europe de son temps» : il ne s'agit pas d'isoler le pays des problèmes – et des avantages – du bloc euro-américain. Quels avantages ? Idéalement, des mesures qui permettraient à court terme de satisfaire certaines revendications salariales et de débloquent une situation qui peut s'avérer potentiellement révolutionnaire pour le prolétariat. Cette tendance se caractérise par son réalisme étatique. D'autant plus que, dans le contexte actuel, elle peut mobiliser une large base de la population qui, pour diverses raisons, ressent plus durement la situation depuis le 25 avril 1974 : les agriculteurs du Nord et du Centre (fortement touchés par l'augmentation du coût de la vie, ces paysans propriétaires se trouvent dans une situation précaire étant donné que leur production n'a pas assez débouchés) ; les colons revenus d'Afrique avec rien ou presque rien ; des franges du prolétariat dont les salaires sont encore bien inférieurs à ceux du Sud – tout cela peut constituer une sorte de base de soutien «mobile». On trouve aussi une autre base de soutien, potentielle mais certainement plus sûre, chez la petite et moyenne bourgeoisie – dans les villes et dans les campagnes, dans le commerce, l'industrie et l'agriculture.

En tout état de cause, les marges de manœuvre – tant internes qu'externes – sont limitées pour cette tendance. Pour que son projet ait du poids il faut qu'elle accroisse l'accumulation du capital, et donc qu'elle mène, elle aussi, la «*bataille de la production*», sacro-sainte expression clé de la «révolution portugaise».

CEUX QUI VEULENT ASSUJETTIR LA FORCE DE TRAVAIL SE LIVRENT A DES ACROBATIES

Nous n'allons pas interpréter les multiples acrobaties des différents mouvements d'extrême gauche, leurs manœuvres de couloir, les négociations diplomatiques auxquelles ils se livrent pour réaliser l'unique objectif qui est leur raison d'être : exercer le pouvoir au nom du prolétariat.

Du MRPP* (sérieux et fanatique), au FSP* (clone du PCP*), en passant par l'UDP* (habilement réformiste), tous ont un projet de société similaire à celui du PC* : le capitalisme d'État intégral, dans lequel l'État posséderait tous les moyens de production (y compris, bien sûr, les prolétaires) et contrôlerait toute la vie sociale. Ils veulent tous imposer ce qu'ils appellent la «dictature du prolétariat» qui n'est rien d'autre (si leur projet se réalise) que la dictature d'un parti, ou à limite, d'une coalition de partis. Le parti décide au nom du prolétariat qu'il prétend représenter : sa relation avec le prolétariat est celle d'un chef, selon un parfait modèle jacobin, hérité de la Révolution française, la grande révolution bourgeoise. Dans cette relation, le prolétariat n'est qu'une chose (ce qu'il est toujours) : une force de travail, objet d'une politique «faite en son nom».

Le rôle de l'extrême gauche ne peut cependant être utilement abordé sans que nous abordions toute une série de questions redevenues actuelles ces derniers mois. Nous tenterons d'y revenir dans un prochain éditorial.

RÉSOLUTION DE LA CRISE ET CRISE DE LA RÉVOLUTION

Quelle que soit la résolution de cette crise politique, c'est-à-dire, quel que soit le groupe de technocrates et/ou de bureaucrates qui prendra la tête du prochain gouvernement, le prolétariat ne peut que s'attendre à de nouvelles formes d'encadrement, même si elles l'assujettiront de manière peut-être plus subtile.

La subversion de la société de classe ne passe pas par des étapes au cours desquelles, et par l'intermédiaire desquelles, se mettraient en place des structures ou des institutions non

RÉSOLUTION DE LA CRISE ET CRISE DE LA RÉVOLUTION

Quelle que soit la résolution de cette crise politique, c'est-à-dire, quel que soit le groupe de technocrates et/ou de bureaucrates qui prendra la tête du prochain gouvernement, le prolétariat ne peut que s'attendre à de nouvelles formes d'encadrement, même si elles l'assujettiront de manière peut-être plus subtile.

La subversion de la société de classe ne passe pas par des étapes au cours desquelles, et par l'intermédiaire desquelles, se mettraient en place des structures ou des institutions non contrôlées par les travailleurs. L'expérience historique a démontré que seules les structures produites par les luttes où les travailleurs s'opposent directement au mode de production capitaliste (en niant ainsi leur condition d'hommes-marchandises) sont subversives. Cela dit (et nous le faisons seulement pour situer les limites de l'action des travailleurs), toutes les luttes qui combattent l'organisation du travail, la dispersion des travailleurs, les hiérarchies, les différenciations salariales, même si elles se passent ou peuvent se passer à l'intérieur du mode de production actuel, toutes ces luttes aboutissent à des avancées significatives, surtout lorsqu'elles développent l'action autonome des prolétaires par rapport au reste de la société. Cette action autonome se traduit par des formes pratiques d'organisation et de décision collective qui s'opposent à la vie sociale normale. Et ces expériences de l'action collective modifient les comportements, grâce à la conscience acquise dans la résolution des problèmes.

Dans la région portugaise, la résistance des travailleurs contre les bas salaires, contre les conditions de travail précaires, contre la discipline, et pour le contrôle du système auquel tout cela est lié a atteint des sommets. Cependant, la plupart des luttes n'ont pas réussi à transcender les limites étroites de l'espace local, ou parfois de l'aire de la production : les luttes sont restées isolées entre elles, y compris au sein des branches de production elles-mêmes. Les travailleurs ont montré une grande confiance dans les formes de gestion de ce qu'ils produisent et qui leur sont extérieures : dans l'État, dans les partis, pour lesquels ils ne sont qu'une simple force de travail.

Si la situation ne force pas les travailleurs à dépasser les limites géographiques de leurs lieux de travail et d'habitation ; s'ils n'identifient aucun point commun entre ce qui les touche localement et les luttes qui se déroulent hors de leurs murs; s'ils ne créent pas de liens et donc des formes d'organisation qui tendent à se généraliser à l'ensemble de ceux qui utilisent leur force de travail pour survivre – alors, ils tendront nécessairement à renforcer tous les pouvoirs séparés de leur classe : tous ceux (État ou partis) pour qui les travailleurs ne sont qu'une force de travail.

Et nous n'aborderons ici qu'une partie de la question de l'émancipation du travail. Pour surmonter tout ce qui bride encore le mouvement ouvrier au Portugal, nous ne pouvons nous contenter d'abattre les murs de l'usine, il nous faut aussi briser les frontières nationales. Une usine indépendante est aussi impossible qu'un pays indépendant, parce que nous parlons de l'indépendance du prolétariat, enchaîné au mode de production qui détermine la vie aujourd'hui, ici au Portugal, comme en Amérique ou en Chine. *L'exploitation capitaliste n'a pas de frontières* – cette phrase peut être lue comme un slogan, mais elle indique la voie de l'émancipation prolétarienne. Les frontières nationales subsistent parce que les frontières sociales déterminées par le mode de production capitaliste persistent.

La résolution de la crise passe donc aujourd'hui par la crise de la révolution. La crise actuelle est de nouveau internationale. Sa résolution en faveur des travailleurs ne peut passer que par la résolution de ce qui la limite : l'absence d'un mouvement international qui exprime la solidarité de la classe prolétarienne.

l'indépendance du prolétariat, enchaîné au mode de production qui détermine la vie aujourd'hui, ici au Portugal, comme en Amérique ou en Chine. *L'exploitation capitaliste n'a pas de frontières* – cette phrase peut être lue comme un slogan, mais elle indique la voie de l'émancipation prolétarienne. Les frontières nationales subsistent parce que les frontières sociales déterminées par le mode de production capitaliste persistent.

La résolution de la crise passe donc aujourd'hui par la crise de la révolution. La crise actuelle est de nouveau internationale. Sa résolution en faveur des travailleurs ne peut passer que par la résolution de ce qui la limite : l'absence d'un mouvement international qui exprime la solidarité de la classe prolétarienne.

CHRONOLOGIE

Octobre : environ 118 000 hectares de terres sont occupés au cours du mois de septembre dans le district de Beja.

7 octobre. – Grève générale des ouvriers de la métallurgie dans tout le pays (environ 250000 travailleurs.) A Lisbonne, les métallos manifestent pour protester contre l'application d'un arrêté du ministère du Travail établissant de nouveaux (bas) salaires.

8 octobre. – A Olhão, en Algarve, environ 112 familles occupent les appartements de la Caisse de prévoyance, inhabités depuis plus d'un an.

9 octobre. – Les travailleurs des services centraux du ministère de l'Éducation et de la Recherche scientifique, qui luttent depuis des mois, se mettent en grève car leurs revendications n'ont pas été satisfaites.

10 octobre. – Les travailleurs du secteur de la mer de la Companhia Nacional da Navegação mettent fin à la grève qu'ils menaient depuis 40 jours.

16 octobre. – Les travailleurs de Cintideal, entreprise suédoise, luttent pour conserver leurs emplois. Ils continuent d'assiéger l'hôtel Ritz, où ils tiennent «en otage» le président du conseil de la direction de l'entreprise.

20 octobre. – Les pêcheurs de Setúbal poursuivent leur grève (amorcée le

24 octobre. – À São Mamede de Infesta (Porto), les travailleurs de Sundlete (industrie de la chimie du plastique) font grève pour l'application de la convention collective.

Début de la grève des travailleurs de la boulangerie.

25 octobre. – Une vingtaine de travailleurs de la coopérative de la Marquesa, à Azambuja, occupent les terres de Bafôa et Queijeira, appartenant au duc de Lafôes, louées pour 800 escudos à l'usine de concentré de tomates Sugal. (Au cours des semaines suivantes, d'autres travailleurs, arrivés pour la cueillette des tomates, les rejoignent, représentant un total de six cents personnes.)

27 octobre. – Environ 43 travailleurs de Sanimar entament une grève pour s'opposer aux manœuvres de la commission de travailleurs qui, selon eux, se fait manipuler.

Éditorial du 31 octobre 1975
(*Combate* n° 29)

Éditorial du 31 octobre 1975

(*Combate* n° 29)

UN PROJET DE TRAVAIL

Depuis un an et demi, nous n'avons rien dit dans ce journal sur nous-mêmes ou sur notre action plus générale.

Les partis politiques, qui, par leur mode d'organisation même, constituent des embryons du capitalisme d'État⁶, se préoccupent exclusivement de leurs propres intérêts et sont indifférents aux formes autonomes de développement du mouvement ouvrier. Ils cherchent à tout prix à détruire cette autonomie et à placer le mouvement sous la tutelle des partis. Lorsqu'ils se réfèrent aux luttes des travailleurs, ils le font seulement pour atteindre deux objectifs :

- pour faire croire que ces luttes sont dues à la «direction» de leur parti, et que les ouvriers seraient incapables de réussir quoi que ce soit sans son aide ;
- pour attirer vers leur parti une clientèle et un soutien qui le renforcent dans la lutte contre les autres organisations et lui permettent d'occuper une bonne place dans le partage de la plus-value, sous un régime de capitalisme d'État.

Nous nous démarquons radicalement de ce type de conceptions et d'activité. Par conséquent, nous cherchons, dans les limites de nos possibilités, à contribuer au renforcement de l'organisation autonome du prolétariat et à l'unification des luttes ouvrières, sans nous vanter d'éventuels succès. Nous nous intéressons à l'action concrète, pas à la publicité.

Toutefois, les caractéristiques de la situation actuelle exigent que nous commençons à exposer nos conceptions de l'organisation et du travail politique, ainsi que la pratique plus générale que nous avons l'intention de poursuivre. Les révolutionnaires s'opposent au capitalisme d'État et luttent pour l'abolition du salariat, des classes, de l'État et de toutes les formes d'oppression politique, raciale, culturelle, familiale ou sexuelle ; ils ne se contentent pas de critiquer l'action des partis, mais ont eux-mêmes une action. En quoi consiste-t-elle ?

Pendant la période comprise entre les luttes ouvrières qui se développèrent après le coup d'État du 25 avril 1974 et la généralisation de la propriété étatique après le 11 mars 1975, les travailleurs formulèrent des revendications claires et menèrent des luttes constantes et intenses. Après le 11 mars 1975, la généralisation des étatisations (que la classe dirigeante appelle «nationalisations» afin faire croire que la «nation» tout entière, et pas seulement

⁶ Le capitalisme d'État combine trois facteurs principaux : la propriété capitaliste des moyens de production est réalisée par l'intermédiaire l'État ; l'État gère le fonctionnement de l'économie ; il contrôle et planifie les mouvements de la force de travail. C'est ainsi que se met en place une hiérarchisation rigide de la société et que l'État tente de planifier la totalité des activités. Définir la situation socio-économique actuelle au Portugal constitue une tâche complexe. Le premier des facteurs susmentionnés s'est généralisé après le 11 mars 1975 ; quant au second, l'incapacité de l'État à gérer l'économie n'est pas tant due à l'impréparation et à la stupidité des nouveaux bureaucrates qu'aux luttes permanentes et aux mouvements des travailleurs ; pour la même raison, l'État s'est jusqu'à présent montré incapable de mettre en pratique le troisième facteur. Le capitalisme d'État incarne le rêve de la nouvelle classe dirigeante, mais celle-ci n'a pas encore réussi à le réaliser dans tous ses principaux aspects.

contentent pas de critiquer l'action des partis, mais ont eux-mêmes une action. En quoi consiste-t-elle ?

Pendant la période comprise entre les luttes ouvrières qui se développèrent après le coup d'État du 25 avril 1974 et la généralisation de la propriété étatique après le 11 mars 1975, les travailleurs formulèrent des revendications claires et menèrent des luttes constantes et intenses. Après le 11 mars 1975, la généralisation des étatisations (que la classe dirigeante appelle «nationalisations» afin faire croire que la «nation» tout entière, et pas seulement l'État, serait le nouveau propriétaire) a modifié cette situation. Désormais, le mouvement ouvrier ne peut se développer qu'en formulant un nouveau but, qui est en même temps son plus vaste objectif possible : s'attaquer au capitalisme d'État ; comprendre que les étatisations n'intéressent que les gestionnaires et la nouvelle classe des capitalistes d'État ; unifier la lutte contre les patrons privés et celle contre les gestionnaires et les capitalistes d'État.

Dès maintenant, cette attaque ne peut se limiter à la propagande orale ou écrite. Elle se mène aussi matériellement, en développant des formes sociales égalitaires que le prolétariat crée toujours dans sa lutte, et en stimulant la pratique du collectivisme engendré au sein de ces formes. Un tel développement dépend de l'unification des luttes particulières. Mais aujourd'hui, au Portugal, le mouvement ouvrier n'a pas encore formulé clairement cet objectif. D'autre part, tout autre objectif moindre constituerait un recul par rapport à la situation actuelle, et ce recul ne s'est pas encore vérifié. Nous vivons donc dans une période où le mouvement ouvrier n'a ni progressé ni reculé de manière décisive. Seule cette situation instable permet à un gouvernement qui ne gouverne pas et à une armée qui ne réussit pas à réprimer de se maintenir. Mais cette instabilité ne pourra pas durer longtemps et la situation devra évoluer dans un sens ou dans l'autre.

Tous les révolutionnaires opposés au capitalisme d'État doivent aujourd'hui contribuer à accélérer l'unification des différentes luttes ouvrières et des institutions autonomes de lutte. Cette unification forme la base pratique de toute opposition consciente au capitalisme d'État, tout en étant le champ matériel sur lequel se développent des relations égalitaires et communistes. Nous n'avons pas l'intention, comme les partis politiques, d'imposer au mouvement ouvrier un programme pratique ou un système idéologique, provenant de l'extérieur du mouvement ouvrier.

Nous voulons accélérer l'unification des différentes luttes ouvrières, au niveau de l'organisation autonome du mouvement ouvrier. Il est clair que, avec ou sans l'action des militants révolutionnaires, les différentes luttes ouvrières tendent à s'unir. Mais, dans les conflits sociaux, le facteur temps est primordial. La classe dirigeante actuelle cherche également à se réorganiser et, de ce point de vue, la première victoire dans la longue guerre sociale qui s'annonce appartiendra à ceux qui parviendront à assurer plus rapidement sa cohésion. C'est pourquoi tous les révolutionnaires opposés au capitalisme d'État doivent contribuer à l'accélérer l'unification pratique entre les différentes luttes et les contacts entre les diverses organisations autonomes.

Jusqu'à présent, les travailleurs se sont battus sans subir la tutelle des partis, de l'État ou des syndicats au sein des entreprises ou au niveau des quartiers. Mais quand ils ont décidé de s'associer avec les travailleurs d'autres usines ou d'autres quartiers, les partis ou les institutions étatiques et syndicales ont servi de vecteur à cette union. Cela nous semble être le principal retard du mouvement ouvrier au Portugal.

Cette situation résulte d'un phénomène plus général caractéristique de l'actuelle révolution portugaise et qui inaugure peut-être une nouvelle phase dans les processus révolutionnaires. Les partis – non pas telle ou telle organisation, mais tous les partis, ainsi que l'institution partidaria elle-même – ont été dépassés par les masses ouvrières qui ont créé leurs propres

Jusqu'à présent, les travailleurs se sont battus sans subir la tutelle des partis, de l'État ou des syndicats au sein des entreprises ou au niveau des quartiers. Mais quand ils ont décidé de s'associer avec les travailleurs d'autres usines ou d'autres quartiers, les partis ou les institutions étatiques et syndicales ont servi de vecteur à cette union. Cela nous semble être le principal retard du mouvement ouvrier au Portugal.

Cette situation résulte d'un phénomène plus général caractéristique de l'actuelle révolution portugaise et qui inaugure peut-être une nouvelle phase dans les processus révolutionnaires. Les partis – non pas telle ou telle organisation, mais tous les partis, ainsi que l'institution partidaire elle-même – ont été dépassés par les masses ouvrières qui ont créé leurs propres organisations autonomes, au niveau de l'entreprise et du quartier, et les masses se sont unifiées autour de ces organisations. Ainsi, pour survivre, les partis doivent prétendre défendre l'autonomie et ils n'apparaissent en public que sous le couvert d'organisations autonomes, ou supposées telles.

Cette attitude est adoptée non seulement par les partis, mais aussi par l'appareil d'État lui-même. Nous nous trouvons dans une situation paradoxale où tous les partis prétendent être... apartidaires⁷. Cette situation ambivalente ne peut être analysée de manière dogmatique. D'un côté, il est vrai que cette tactique a permis aux partis de survivre et de maintenir le contact avec les masses en lutte. Mais, d'un autre côté, les partis ne peuvent pas développer leurs formes traditionnelles de recrutement et de contrôle, et ils doivent répandre la propagande qui contribue à leur propre destruction. Dans ce processus, de nombreuses organisations autonomes passent sous la coupe des partis et cessent d'exprimer l'autonomie de la classe ouvrière ; mais c'est pourquoi elles se bureaucratisent, s'isolent et sont dépassées lorsque la lutte reprend. Certes, le fait que les partis se camouflent en organisations autonomes retarde le moment où le prolétariat pourra les démasquer ; en effet, s'il a déjà compris qu'il peut se passer des partis, il n'a pas encore vu clairement qu'ils sont nuisibles. Mais les partis essaient de se déguiser en apartidaires parce qu'ils n'ont pas d'autre recours. Dans ce processus, ils sont à la remorque du mouvement ouvrier autonome, même s'ils constituent aussi des facteurs permanents de dégénérescence. Telle nous semble être la dualité du processus et de son orientation générale. Et ce processus constitue l'aspect le plus original, et en même temps l'aspect le plus important, de la lutte sociale actuelle au Portugal.

Par conséquent, tous les révolutionnaires doivent stimuler l'accélération de l'unification entre les différentes luttes prolétariennes. L'État, les gouvernants et leurs acolytes parviennent à s'imposer parce qu'ils assurent la centralisation des mouvements sociaux. La destruction de l'État et de la centralisation qu'il impose ne peut se développer qu'à partir de l'unification de toutes les luttes sociales et la fédération de l'ensemble du mouvement social, à son propre niveau, de manière autonome.

La dégénérescence et la bureaucratisation actuelles de la plupart des commissions de travailleurs et des divers comités d'habitants sont liées à deux facteurs : les travailleurs n'ont pas su unifier leurs luttes ; et les possibilités de développer des revendications au sein de

⁷ «Au Portugal, la lutte des travailleurs forgea un nouveau terme pour le dictionnaire de la classe ouvrière, le mot "apartidaire"» (Danubia, Mendes Abadia, 2018) ; «(...) c'est au Portugal que le mouvement autonome a inventé le terme "apartidarisme", néologisme reconnu et accepté au moins dans les pays d'expression latine ; il désigne la capacité d'unifier la classe ouvrière au-dessus de la division en partis, et souvent contre elle et contre eux. Non seulement l'apartidarisme se distingue de l'apolitisme, mais il en est l'exact opposé. Il s'est agi, pour le mouvement autonome, de s'assumer comme directement politique, sans recourir pour autant à la médiation des partis» (João Bernardo, 1991, p. 363)

Par conséquent, tous les révolutionnaires doivent stimuler l'accélération de l'unification entre les différentes luttes prolétariennes. L'État, les gouvernants et leurs acolytes parviennent à s'imposer parce qu'ils assurent la centralisation des mouvements sociaux. La destruction de l'État et de la centralisation qu'il impose ne peut se développer qu'à partir de l'unification de toutes les luttes sociales et la fédération de l'ensemble du mouvement social, à son propre niveau, de manière autonome.

La dégénérescence et la bureaucratisation actuelles de la plupart des commissions de travailleurs et des divers comités d'habitants sont liées à deux facteurs : les travailleurs n'ont pas su unifier leurs luttes ; et les possibilités de développer des revendications au sein de chaque lutte individuelle se sont épuisées. Mais il faut signaler aussi que le développement de formes d'autogestion dans une situation où la vie économique globale est structurée de manière capitaliste a transformé de nombreuses commissions de travailleurs en gestionnaires du capital et les a fait dégénérer. Tel est le double visage de l'autogestion : d'un côté, elle donne aux travailleurs une autonomie d'action, mais, de l'autre, elle les amène à gérer une économie qui reste intégralement capitaliste. Pour toutes ces raisons, il nous semble que le développement de l'unification des luttes doit s'appuyer sur les bases ouvrières dans les entreprises ou sur les groupes les plus dynamiques dans les quartiers lorsque les commissions de travailleurs ou d'habitants se bureaucratisent. Le développement de la lutte peut empêcher la bureaucratisation des institutions qui en sont issues.

Comment proposons-nous de contribuer à ces tâches ?

En tant que militants révolutionnaires, notre action dépasse le cadre du journal et les librairies⁸, mais *Combate* est l'axe principal de notre travail. Les tâches relatives au journal, voire à la librairie et à l'édition de brochures ont une portée plus vaste.

En tant que journal, *Combate* est nécessaire :

1) Pour assurer la périodicité absolue du journal, même si des difficultés financières nous obligent à réduire parfois le nombre de pages, puisque *Combate* est la base la plus constante de notre activité et a une fonction importante en tant qu'agglutinateur révolutionnaire.

2) Jusqu'à la généralisation des étatisations, tant que les luttes étaient constantes dans tout le pays, il était possible que ce journal ne s'intéresse qu'aux luttes dans leurs phases ascendantes. Maintenant que notre tâche principale est de contribuer à l'unification des luttes, il faut que *Combate* accompagne non seulement les flux mais aussi les reflux. C'est pourquoi, à partir de maintenant, nous nous concentrerons sur un nombre plus restreint de luttes, que nous essaierons de suivre plus régulièrement.

3) Les entretiens menés avec les travailleurs et les articles qu'ils écrivent devront se concentrer davantage sur les aspects généraux des différentes luttes et leur opposition au capitalisme d'État, plutôt que sur les problèmes particuliers de chaque entreprise. De cette façon, l'unification des luttes se développera au niveau de la conscience des travailleurs.

4) Le journal lui-même doit développer des rencontres et des liens entre les travailleurs de différentes entreprises et de différentes régions, afin d'accroître ainsi non seulement la conscience de classe des prolétaires mais aussi l'unification matérielle des luttes ouvrières, à leur niveau d'autonomie.

5) Il est impossible de construire le communisme dans un seul pays, puisqu'il exige que la production n'obéisse pas aux critères de la productivité capitaliste ; tant que le marché mondial est dominant et que nous devons produire pour ce marché, la loi de la valeur et la productivité capitaliste resteront dominantes. Par conséquent, le développement de l'unification des luttes ouvrières ne peut se limiter aux frontières portugaises. Les capitalistes

⁸ Le collectif de *Combate* gérait deux librairies, une à Lisbonne et l'autre à Porto (*NdT*).

particuliers de chaque entreprise. De cette façon, l'unification des luttes se développera au niveau de la conscience des travailleurs.

4) Le journal lui-même doit développer des rencontres et des liens entre les travailleurs de différentes entreprises et de différentes régions, afin d'accroître ainsi non seulement la conscience de classe des prolétaires mais aussi l'unification matérielle des luttes ouvrières, à leur niveau d'autonomie.

5) Il est impossible de construire le communisme dans un seul pays, puisqu'il exige que la production n'obéisse pas aux critères de la productivité capitaliste ; tant que le marché mondial est dominant et que nous devons produire pour ce marché, la loi de la valeur et la productivité capitaliste resteront dominantes. Par conséquent, le développement de l'unification des luttes ouvrières ne peut se limiter aux frontières portugaises. Les capitalistes comprennent bien la nécessité de l'internationalisme pour les classes dirigeantes : le prolétariat ne peut renverser le capitalisme qu'au niveau international. Dans la mesure du possible, nous ouvrirons nos colonnes à des camarades dans d'autres pays et nous utiliserons le journal comme un véhicule pour des rencontres et des réunions entre travailleurs portugais et étrangers avec des ouvriers de la même multinationale dans différents pays et des groupes de militants révolutionnaires hostiles au capitalisme d'État dans divers pays.

Le mouvement ouvrier au Portugal a conquis l'autonomie au sein des unités de production ; il doit la conquérir au niveau de l'unification entre les différentes unités de production et les différentes luttes de quartier. Si nous contribuons à accélérer cette unification autonome, nous créerons des nœuds de résistance matérielle au capitalisme d'État, qui permettront à l'attaque générale de la classe ouvrière de se déclencher plus rapidement et de parvenir plus vite à des formes totales de lutte.

CHRONOLOGIE

Novembre 1975. – Les ouvriers du bâtiment organisent presque quotidiennement des manifestations dans différents endroits du pays.

1^{er} novembre. – Un millier de travailleurs du secteur du commerce entament une grève à Porto.

3 novembre. – Près de 547 travailleurs font grève dans l'usine de métallurgie Duarte Ferreira à Porto. Ils réclament le paiement du salaire fixé par la nouvelle convention collective.

11 novembre. – Les ouvriers du bâtiment font grève (depuis le mois d'octobre). Le mouvement a été décrété par les syndicats et obtient l'adhésion de la plupart des travailleurs du secteur. Ils exigent l'application de la nouvelle convention collective et s'insurgent contre Pinheiro de Azevedo, le Premier ministre.

12 novembre. – À Setúbal, des milliers d'ouvriers du bâtiment, qui luttent dans tout le pays, occupent la délégation du ministère du Travail à l'issue d'une manifestation.

Près d'un millier d'ouvriers du bâtiment manifestent devant l'Inatel⁹ de Coimbra.

⁹ L'INATEL existe toujours et possède un certain nombre d'hôtels, de centres de cure au bord de la mer, de terrains de camping et un théâtre.

Comme l'indique le site officiel de l'Institut national pour l'utilisation des temps libres, «*durant les premières décennies du XX^e siècle, le tourisme était avant tout une activité de luxe, réservée aux personnes aisées. L'occupation du temps libre des travailleurs était centrée*

Éditorial du 14 novembre 1975 (*Combate* n° 30)

Il nous semble important de revenir sur le problème de l'Angola et de l'indépendance nationale. Si nous restons fidèles aux formulations de nos éditoriaux précédents et réaffirmerons nos positions, nous tenterons de répondre à la question que posent de nombreux révolutionnaires, à eux-mêmes ou aux autres, aujourd'hui au Portugal :

Devons-nous soutenir le MPLA*, même avec des réserves... – puisque nous sommes totalement opposés aux deux autres mouvements, le FNLA* et l'UNITA* ?

Et ceux qui avancent cet argument prétendent même que l'opposition au «*mal principal*» – accompagnée de toutes les réserves qui s'imposent face au «*moindre mal*» – contribuerait à l'avancée du communisme !

Cette question ne concerne pas seulement la situation angolaise. Combien de Portugais pensent qu'il faut soutenir les «*partis réformistes*» (en réalité, le capitalisme d'État) pour empêcher l'avancée de la «*réaction*» (en réalité le capitalisme privé). Il nous semble que le problème n'est pas bien posé. Le mouvement social ne se détermine pas en fonction du «*moindre mal*». Si nous attaquons un ennemi, nous ne pouvons, sous ce prétexte, renforcer l'autre, et si nous permettons aux structures sociales objectives du «*moindre mal*» de se développer, ce mal se convertira, à court terme, en un mal bien plus grand.

Selon nous, les réponses du mouvement social révolutionnaire diffèrent selon le type d'ennemi.

⁹ L'INATEL existe toujours et possède un certain nombre d'hôtels, de centres de cure au bord de la mer, de terrains de camping et un théâtre.

Comme l'indique le site officiel de l'Institut national pour l'utilisation des temps libres, «*durant les premières décennies du XX^e siècle, le tourisme était avant tout une activité de luxe, réservée aux personnes aisées. L'occupation du temps libre des travailleurs était centrée sur les associations et sociétés populaires éducatives et récréatives, sur les excursions, la musique et la lecture. Ce n'est qu'au milieu des années 1930 qu'un véritable "tourisme social" s'est développé. Et l'impulsion décisive est largement due à la création, en juin 1935, de la Fondation nationale pour la joie au travail, aujourd'hui Fondation INATEL*». Ce qu'«oublie» de préciser ce site, c'est que «la joie au travail», vantée par le dictateur Salazar, était l'un des thèmes favoris des régimes nazi-fascistes qui voulaient contrôler les loisirs des prolétaires comme ce fut le cas :

– du fascisme italien, puisque l'Œuvre nationale du temps libre fut créée dès mai 1925 pour assurer «*l'élévation morale et physique du peuple, à travers le sport, les excursions, le tourisme, l'éducation artistique, la culture populaire, l'assistance sociale, l'hygiène, la santé et le perfectionnement professionnel*» ; le régime mussolinien organisa d'ailleurs à Rome, en 1938, un congrès international intitulé «*Joie et travail*» ;

– et du régime nazi : le Front allemand du travail (qui rassemblait tous les patrons et salariés dans le même organisme) avait même un «*Office pour la beauté du travail !*» (NdT).

Si nous attaquons un ennemi, nous ne pouvons, sous ce prétexte, renforcer l'autre, et si nous permettons aux structures sociales objectives du «*moindre mal*» de se développer, ce mal se convertira, à court terme, en un mal bien plus grand.

Selon nous, les réponses du mouvement social révolutionnaire diffèrent selon le type d'ennemi.

Contre des organisations comme le FNLA et l'UNITA on se bat les armes à la main, tout comme au Portugal, on mène un combat armé contre les forces qui veulent imposer le capitalisme privé et la répression de l'ancien régime fasciste. Mais nous ne pouvons cesser de lutter, bien qu'avec d'autres armes, contre les forces ascendantes du capitalisme d'État, même si celles-ci sont encore trop diffuses et dispersées. Une lutte armée ne se mène que contre une force sociale bien unifiée. On décide de lutter les armes à la main quand on a identifié clairement les personnes et les programmes politiques. Or, jusqu'ici, le clivage social autour du MPLA n'est pas encore achevé. Contre une force sociale qui commence précisément à s'unifier, on se mobilise de façon différente, c'est-à-dire en développant des institutions autonomes des travailleurs contre la réorganisation de l'appareil d'État.

C'est pourquoi, contre le MPLA, en Angola, ainsi que contre tous ceux qui, au Portugal, désirent construire un capitalisme d'État, les révolutionnaires doivent développer l'autonomie des travailleurs ; nous voulons contribuer à la création d'institutions qui donnent aux producteurs la possibilité de décider de l'ensemble de la vie économique et sociale ; et empêcher, à chaque instant, la centralisation des pouvoirs et la planification de l'économie par des structures extérieures aux travailleurs (par l'intermédiaire de l'État, directement ou indirectement).

En Angola, le MPLA lutte pour construire une forme plus complète de capitalisme d'État. Certes, dans tous les pays où le processus d'industrialisation capitaliste est très en retard, ce capitalisme ne peut démarrer qu'en imposant une puissante concentration du capital ; puisque les capitalistes privés sont incapables de la mettre en place, l'appareil d'État est la seule force à pouvoir y parvenir. Pour cette raison, des formes de capitalisme d'État – soutenues par le FNLA et l'UNITA – se sont développées dans tous les pays africains. Mais le FNLA (appuyé par le sous-impérialisme zaïrois) et l'UNITA (liée aux intérêts du «Marché commun» européen) défendent un mélange de capitalisme d'État et de formes plus atténuées de capitalisme privé. D'autre part, la faiblesse organisationnelle du MPLA l'oblige, dans la lutte contre ses rivaux, à accorder davantage de concessions à l'autonomie des travailleurs et l'empêche de se montrer aussi ouvertement répressif que l'UNITA ou le FNLA ; le MPLA cherche donc à récupérer les mouvements populaires autonomes. Il agit ainsi parce qu'il n'a pas le choix, tout comme les partis de «gauche» au Portugal, et non parce qu'il défendrait la lutte autonome des travailleurs.

Tout le monde sait que l'Afrique actuelle est un vaste bastion réactionnaire dans lequel se développent des régimes ultra-répressifs ; où les bourgeoisies nationales, les bureaucrates et les capitalistes d'État font preuve d'une véritable paranoïa ; et où l'impérialisme assume ses aspects les plus extrêmes. Cependant, cette situation générale est liée à une évolution linéaire des différents mouvements de libération. L'exemple de l'Afrique devrait suffire pour que les révolutionnaires comprennent les véritables caractéristiques des mouvements de libération et la question du «*moindre mal*».

Le fait que l'on ne puisse citer une seule exception à cette tendance suffit à montrer que ces mouvements n'ont pas «dégénéré» après la prise du pouvoir. Les caractéristiques réelles de la société qu'ils prétendent construire germent dans la façon même dont ils s'organisent, dont ils luttent et en fonction des priorités qu'ils accordent au développement de la lutte. En

preuve d'une véritable paranoïa ; et où l'impérialisme assume ses aspects les plus extrêmes. Cependant, cette situation générale est liée à une évolution linéaire des différents mouvements de libération. L'exemple de l'Afrique devrait suffire pour que les révolutionnaires comprennent les véritables caractéristiques des mouvements de libération et la question du «*moindre mal*».

Le fait que l'on ne puisse citer une seule exception à cette tendance suffit à montrer que ces mouvements n'ont pas «dégénéré» après la prise du pouvoir. Les caractéristiques réelles de la société qu'ils prétendent construire germent dans la façon même dont ils s'organisent, dont ils luttent et en fonction des priorités qu'ils accordent au développement de la lutte. En prenant le pouvoir, ces mouvements n'ont rien fait d'autre que généraliser à tout un pays, à une société entière, les formes d'organisation qu'ils mettaient déjà en pratique.

Nous pourrions évoquer ce qui s'est passé, ou ce qui se passe, au Mozambique, notamment les fusillades contre les grévistes ordonnées par le FRELIMO, etc., mais l'exemple du MPLA est également significatif. Rappelons-nous (cf. l'éditorial du numéro 13 de notre journal, daté du 20 décembre 1974) que le MPLA venait juste de condamner les grèves des travailleurs des ports, des chemins de fer, etc., pour ne citer que les cas les plus connus, condamnation lancée au nom de la «*bataille de la production*». Il combattait violemment le prétendu «*banditisme*», qui était en réalité une lutte de masse spontanée et idéologiquement arriérée, mais large et vigoureuse, contre les formes de propriété capitaliste et le néo-colonialisme que les mouvements de libération – tous, y compris le MPLA – acceptent ou soutiennent activement. Plus récemment, on a assisté à un développement économique dans les villes dominées par le MPLA ; fondée sur les critères de la productivité capitaliste, cette politique a été appliquée de manière répressive, en imposant des rythmes de travail infernaux et une discipline de fer.

Une société communiste ne peut se construire en combattant l'initiative des travailleurs et en réprimant leur capacité de décision, ni en imposant l'ensemble de la structure technologique créée par le capitalisme, structure qui ne peut que le servir. Le développement des structures du communisme présuppose que chaque travailleur soit en mesure de décider et l'allongement des horaires de travail élimine évidemment cette capacité.

Nous devons combattre l'ennemi qui souhaite mettre en place les formes les plus traditionnelles de la répression, c'est-à-dire celles du capitalisme privé, mais en même temps, nous devons combattre ceux qui désirent construire un capitalisme d'État. La lutte contre la montée du capitalisme d'État consiste à développer des structures ouvrières autonomes, à s'opposer à la forme centralisée et planifiée de l'État, et à développer des institutions décentralisées de base qui pratiquent la démocratie directe, unique forme d'existence de la démocratie ouvrière.

En conclusion : les révolutionnaires doivent combattre le FNLA et l'UNITA en menant une lutte armée, mais simultanément ils doivent attaquer le MPLA en soutenant et développant les luttes autonomes des travailleurs et l'ensemble du mouvement spontané des masses populaires angolaises.

De la même manière, nous disons à propos du Portugal : le fait de combattre la bourgeoisie privée ne doit pas nous amener à cesser de combattre le capitalisme d'État qui se construit, s'impose pas à pas et représente le danger le plus proche. Plus les travailleurs s'impliqueront dans des tâches de planification au service de l'État, plus les technocrates accèderont à la suprématie sociale.

Tel est le véritable danger que nous devons combattre jour après jour, en développant les structures autonomes des travailleurs et en les unifiant à leur niveau autonome.

Le prolétariat n'a pas à choisir entre les solutions alternatives offertes par le capitalisme privé et le capitalisme d'État.

travailleurs et l'ensemble du mouvement spontané des masses populaires angolaises.

De la même manière, nous disons à propos du Portugal : le fait de combattre la bourgeoisie privée ne doit pas nous amener à cesser de combattre le capitalisme d'État qui se construit, s'impose pas à pas et représente le danger le plus proche. Plus les travailleurs s'impliqueront dans des tâches de planification au service de l'État, plus les technocrates accèderont à la suprématie sociale.

Tel est le véritable danger que nous devons combattre jour après jour, en développant les structures autonomes des travailleurs et en les unifiant à leur niveau autonome.

Le prolétariat n'a pas à choisir entre les solutions alternatives offertes par le capitalisme privé et le capitalisme d'État.

Les prolétaires ont leur propre solution alternative : le communisme.

CHRONOLOGIE

17 novembre. – Les employés de la mairie de Lisbonne continuent leur grève et occupent leurs lieux de travail à l'exception de la Central Leiteira (laiterie).

19 novembre : la grève des dockers prend fin après l'accord de transfert des pointeurs-mesureurs au Syndicat des dockers.

25 novembre. – Le président de la République décrète l'état d'urgence dans la Région militaire de Lisbonne. Des militaires proches du gouvernement, partisans de la ligne du Groupe des Neuf*, prennent le contrôle de la situation.

25 et 26 novembre : manifestations populaires dans différents endroits du pays, aux cris de «Non au gouvernement de droite, oui au gouvernement de gauche !», «Pinheiro de Azevedo, le peuple n'a pas peur !»

Les généraux Carlos Fabião* et Otelo Saraiva de Carvalho* sont démis de leurs fonctions. Le général António Ramalho Eanes* devient le nouveau chef d'état-major de l'armée de terre.

Rádio Renascença est rendue à l'Église.

28 novembre. – Le 6^e Gouvernement provisoire reprend ses fonctions et fait des promesses aux propriétaires terriens expropriés.

La publication des journaux nationalisés est suspendue ; tous les membres des conseils d'administration démissionnent, ainsi que ceux des directions et des comités de rédaction.

Éditorial du 28 novembre 1975

(*Combate* n° 31)

L'attention du pays est périodiquement paralysée par un spectacle frénétique – les désaccords entre les gouvernants. Et la plupart des travailleurs révolutionnaires oublient que le gouvernement et ses conflits internes représentent seulement une petite fraction du monde des luttes sociales. Dans la situation actuelle du Portugal, cette fraction n'est même pas la plus importante.

Il nous semble indispensable de remettre à leur juste place les conflits au sein de la classe dominante et d'essayer de comprendre dans quelle mesure les travailleurs sont entraînés dans ces conflits et dans quelle mesure ils y restent étrangers.

Depuis le coup d'État du 25 avril 1974, les gouvernements successifs ont vu leur soutien se réduire de plus en plus au sein des masses, au point que les actions du 6^e Gouvernement provisoire¹⁰ ressemblaient davantage à celles d'un groupe terroriste clandestin qu'à celles que l'on attend habituellement des gouvernants :

– incapable de réprimer efficacement les travailleurs de Radio Renascença*, soutenus par tous les travailleurs révolutionnaires, le gouvernement a eu recours à l'arme par excellence des minorités actives : le dynamitage nocturne ;

– incapables de répondre au développement des formes d'auto-organisation des travailleurs, le gouvernement a envisagé de se déplacer vers le Nord¹¹, où il bénéficiait d'un plus grand soutien militaire, ce qui aurait signifié entrer dans la clandestinité à Lisbonne...

– sans parler des concessions systématiques accordées face à la pression de la classe ouvrière, le gouvernement a finalement décidé de se mettre en grève¹². Et puisque la vie a continué comme avant, sans perturbations ni pertes, il a démontré, à tous ceux qui en

¹⁰ Rappelons que le 6^e Gouvernement provisoire a duré du 19 septembre 1975 au 23 juin 1976 (NdT).

¹¹ Selon un journaliste de l'hebdomadaire *Visão*, les « militaires modérés », envisagèrent, « avec des dirigeants politiques comme Mário Soares, le secrétaire général du PS, le déplacement de la capitale vers le Nord. Les forces qui les soutenaient (les commandos d'Amadora, les régiments d'artillerie de Cascais, d'infanterie de Mafra et de cavalerie de Santarém) auraient accompagné également cette "retraite", et un Parlement aurait été formé, ayant le pouvoir de légiférer et de choisir un gouvernement, sur la base d'un projet de loi constitutionnelle. L'objectif était de provoquer la création de la "Commune de Lisbonne" et d'y enfermer le plus puissant adversaire militaire, le COPCON, dirigé par Otelo Saraiva de Carvalho (<https://visao.pt/atualidade/politica/2020-04-25-a-historia-esquecida-do-estado-de-sitio-de-1975/>). On retrouve la même analyse, avec plus de détails croustillants, dans un article de *Publico* : <https://www.publico.pt/2009/11/22/jornal/contagem-decrescente-para-uma-guerra-civil-18261109> (NdT).

¹² Le 20 novembre 1975, cinq jours avant l'instauration de « l'état de siège » dans la vaste zone de la région militaire de Lisbonne, le Premier ministre du 6^e Gouvernement provisoire, l'amiral Pinheiro de Azevedo, annonça que l'exécutif allait suspendre ses activités jusqu'à ce que le président de la République et chef d'état-major des forces armées, Costa Gomes, crée les conditions nécessaires pour gouverner. La « grève » du gouvernement prit fin huit jours plus tard, le 28 novembre 1975 (NdT).

grève¹². Et puisque la vie a continué comme avant, sans perturbations ni pertes, il a démontré, à tous ceux qui en doutaient encore, qu'un gouvernement ne pourra jamais promouvoir une organisation sociale libre.

Cependant, la plate-forme sur laquelle le pouvoir actuel s'est construit il y a deux mois réunissait la majorité des officiers et une grande partie des technocrates et des capitalistes d'État. A cette époque, même le groupe rassemblé autour d'Otelo de Carvalho* a tenté de se réconcilier pendant quelques jours avec le «Groupe des neuf*».

Comment les groupes politico-militaires qui semblent jouir du soutien de la majorité de la classe dirigeante peuvent-ils arriver au pouvoir et puis se dissoudre ? – et ce, sans être capables d'accomplir la seule fonction requise d'un gouvernement : encadrer, organiser et réprimer les exploités ? C'est ce qui s'est passé, de diverses manières, avec tous les gouvernements qui se sont succédé au pouvoir depuis le renversement du fascisme [le 25 avril 1974].

D'autre part, comment des groupes politico-militaires dépossédés du pouvoir parce qu'ils ont perdu la confiance de la majorité de la classe dirigeante, comment ces groupes peuvent-ils réapparaître par la suite comme des solutions alternatives viables aux yeux de la majorité de la classe dirigeante ?

Cette situation signifie que la classe dirigeante n'arrive pas à centraliser le pouvoir de l'État, et qu'il existe de multiples centres de pouvoir administratif, de pouvoir répressif politico-militaire, d'assujettissement idéologique, etc. Nous n'avons donc pas affaire à *un* gouvernement, mais plutôt à *des fractions* de gouvernement désarticulées.

Quelle est la raison de cette situation ? L'existence d'un mouvement autonome des travailleurs. Aujourd'hui, sa caractéristique fondamentale nous semble être l'autonomie au niveau des unités de production et d'habitation, mais aussi, en général, le manque d'autonomie des contacts entre les différentes luttes. Elles ne sont pas coordonnées de manière autonome et sont liées de manière externe, par le biais des partis ou de l'appareil d'État lui-même (cf. l'éditorial du numéro 29 de *Combate*). Par conséquent, lorsque la lutte s'épuise dans une unité particulière, les commissions de travailleurs ou d'habitants s'isolent et se bureaucratisent automatiquement.

Nous devons opérer une distinction entre le mouvement ouvrier autonome, d'un côté, et, de l'autre, les comités ou commissions qui en émanent et se bureaucratisent inévitablement lorsque la lutte n'est pas ascendante. Seule l'unification autonome des différentes unités permettrait que les mouvements s'unifient et se propagent aux autres, afin que la lutte se généralise définitivement à l'ensemble de la classe et soit toujours ascendante. En l'absence de cette unification autonome, le mouvement des travailleurs est circonscrit. Nous pouvons donc avoir à la fois un mouvement autonome constant et une bureaucratisation des comités et commissions – dans toutes les luttes particulières qui connaissent un reflux épisodique.

Certains événements qui ont eu lieu dans le Nord font partie de ce processus. Néanmoins, les partis qui ont l'intention de récupérer les aspects bureaucratisés du mouvement autonome ne sont pas les mêmes, et les aspirations générales des masses ouvrières en ce moment sont différentes. Tel est le cas, par exemple, de la contestation de la centralisation administrative

¹² Le 20 novembre 1975, cinq jours avant l'instauration de «l'état de siège» dans la vaste zone de la région militaire de Lisbonne, le Premier ministre du 6^e Gouvernement provisoire, l'amiral Pinheiro de Azevedo, annonça que l'exécutif allait suspendre ses activités jusqu'à ce que le président de la République et chef d'état-major des forces armées, Costa Gomes, crée les conditions nécessaires pour gouverner. La «grève» du gouvernement prit fin huit jours plus tard, le 28 novembre 1975 (*NdT*).

généralise définitivement à l'ensemble de la classe et soit toujours ascendante. En l'absence de cette unification autonome, le mouvement des travailleurs est circonscrit. Nous pouvons donc avoir à la fois un mouvement autonome constant et une bureaucratisation des comités et commissions – dans toutes les luttes particulières qui connaissent un reflux épisodique.

Certains événements qui ont eu lieu dans le Nord font partie de ce processus. Néanmoins, les partis qui ont l'intention de récupérer les aspects bureaucratisés du mouvement autonome ne sont pas les mêmes, et les aspirations générales des masses ouvrières en ce moment sont différentes. Tel est le cas, par exemple, de la contestation de la centralisation administrative dans la capitale et de toute la bureaucratie qui accompagne cette centralisation ; elle conduit à des mouvements de masse que le PPD*, le PS*, le CDS*, etc., entendent récupérer. De la même manière, la crainte qu'éprouvent actuellement les petits agriculteurs indépendants face à la réforme agraire provient du fait que les coopératives agricoles, subordonnées à un État centralisé, ont réduit considérablement leurs possibilités de se défendre et les ont soumises entièrement au capitalisme d'État ; les moyens et les propriétaires terriens qui combattent la réforme agraire défendent évidemment le capitalisme privé dans les campagnes, et pour cela ils prétendent profiter de la lutte des petits paysans indépendants. Ceux-ci, qui représentent des formes économiques archaïques et précapitalistes, en défendant leur indépendance, résistent, bien que de manière généralement inconsciente, à l'expansion du capitalisme d'État. En bref, les différences au sein de la situation sociale et économique engendrent à la fois cette *dualité du mouvement autonome* et les tentatives de récupération partidaires des commissions bureaucratisées. Mais le processus fondamental est le même.

L'existence d'un mouvement autonome des travailleurs qui surgit en même temps que la désintégration des centres de pouvoir – deux aspects du même phénomène – signifie que seules sont mises en œuvre les décisions autorisées par le mouvement autonome. Le gouvernement est incapable d'imposer ses décisions, ce qui signifie qu'il n'arrive pas à conserver les bases mêmes de son existence.

Quelles sont les solutions envisagées par les classes dirigeantes pour surmonter cette situation ?

– Détruire les organisations autonomes ou faire comme si elles n'existaient pas. C'est ce que «la gauche» et les partisans de Vasco Gonçalves*, ont essayé de faire pendant le 4^e Gouvernement provisoire. (Le 5^e Gouvernement provisoire n'a servi qu'à préparer leur existence en tant que groupe d'opposition, et ils ont donc changé de tactique). Quant à la droite, elle a choisi la défense du capitalisme privé, le soutien à l'ELP*, etc. La solution de Vasco Gonçalves a échoué et l'attachement de l'ELP au capitalisme privé ne lui a procuré qu'une base sociale minuscule.

– Tenter, à partir du gouvernement, de castrer le mouvement autonome en récupérant ces organisations bureaucratisées après le reflux des luttes. L'objectif était donc de remodeler l'appareil d'État en s'appuyant sur les nouvelles hiérarchies résultant de cette bureaucratisation. C'était le plan de Melo Antunes* jusqu'à l'éclatement du conflit actuel, et les événements montrent qu'il n'a pas fonctionné.

–Reconstruire complètement l'appareil d'État sur la base de ces seules organisations bureaucratisées. C'était la ligne du PC, à partir du 5^e gouvernement jusqu'à très récemment, du FUR*, de l'UDP et autres courants similaires, ainsi que des personnalités militaires qui prétendent se présenter directement aux masses sans passer par le canal d'un parti (comme Otelo de Carvalho en particulier). C'est dans ce sens qu'ils parlent de «*pouvoir populaire*» : construire un nouvel appareil d'État (le «*pouvoir*») sur la base des organisations «*populaires*» bureaucratisées. Au fur et à mesure du développement de ce processus, même ces organisations bureaucratisées seraient éliminées ; mais entre-temps, leur fonction

Melo Antunes* jusqu'à l'éclatement du conflit actuel, et les événements montrent qu'il n'a pas fonctionné.

–Reconstruire complètement l'appareil d'État sur la base de ces seules organisations bureaucratiques. C'était la ligne du PC, à partir du 5^e gouvernement jusqu'à très récemment, du FUR*, de l'UDP et autres courants similaires, ainsi que des personnalités militaires qui prétendent se présenter directement aux masses sans passer par le canal d'un parti (comme Otelo de Carvalho en particulier). C'est dans ce sens qu'ils parlent de «*pouvoir populaire*» : construire un nouvel appareil d'État (le «*pouvoir*») sur la base des organisations «*populaires*» bureaucratiques. Au fur et à mesure du développement de ce processus, même ces organisations bureaucratiques seraient éliminées ; mais entre-temps, leur fonction démagogique et mystificatrice donnerait à la classe dirigeante suffisamment de temps pour reconstruire le pouvoir d'État.

En l'absence d'un soutien explicite de la majorité de la classe dirigeante à l'une de ces solutions alternatives générales, l'ambition se développe (dans chaque clan, chaque centre d'intérêts, chaque organe bureaucratique-militaire) d'imposer une solution par le biais d'un coup d'État militaire plus ou moins violent. La confrontation entre les militaires dépend davantage de la dispute entre les différents modèles du capitalisme d'État que de la confrontation entre un bloc capitaliste d'État et les défenseurs du capital privé, à savoir l'ELP. Ces derniers s'intéressent bien davantage à la guerre sociale qui se déroule en Angola à l'heure actuelle.

Si les travailleurs ne voient pas d'autres solutions alternatives tactiques que de soutenir l'une ou l'autre des fractions de la classe dominante, cette attitude sera fatale pour le développement des formes communistes de lutte.

Tout comme le mouvement social du prolétariat est antagoniste à la bourgeoisie, et se réalise dans l'auto-organisation du monde du travail, l'auto-organisation armée – les milices – figure également parmi les formes de lutte pour cet objectif. La démocratie ouvrière ne peut se développer que sur la base des unités de production, leur autonomie et les formes pratiques communistes de lutte. L'armement des travailleurs doit être fondé sur l'unité de production. Ce sont les soldats qui doivent rejoindre les travailleurs et non l'inverse. L'encasernement entérine la division capitaliste des fonctions ; il éloigne les travailleurs de la connaissance des armes ; enfin, sa discipline rigide et son obéissance mécanique incarnent le projet d'organiser l'ensemble de la société dans le cadre du capitalisme d'État.

Récemment, l'attention des travailleurs a surtout été attirée par les solutions alternatives de la classe dirigeante. Et pourtant la solution du prolétariat apparaît clairement dans sa propre pratique actuelle : le développement de l'autonomie du mouvement ouvrier et son unification autonome. Notons l'aspect positif : les partis courent *derrière* le mouvement autonome ; et l'aspect négatif : le mouvement autonome a continué à permettre aux partis de marcher dans ses rangs. La révolution ne passe ni par tel ou tel parti, ni par Otelo de Carvalho*, ni par Melo Antunes*, ni par Jaime Neves*, ni par tel ou tel régiment¹³. Aujourd'hui, le slogan de la Première Internationale – *L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* – n'est plus un programme pour l'avenir, mais un mot d'ordre qui a la plus grande actualité pratique.

¹³ A l'époque, l'extrême gauche portugaise, mais aussi française et internationale, spéculait beaucoup sur la nature prétendument «révolutionnaire» de certains régiments, notamment de la région de Lisbonne, puisque leur idole, Otelo de Carvalho, était responsable du COPCON. Il suffit de consulter les archives en ligne de ces groupes pour vérifier le ridicule de leurs calculs opportunistes et dangereux (*NdT*).

Antunes*, ni par Jaime Neves*, ni par tel ou tel régiment¹³. Aujourd'hui, le slogan de la Première Internationale – *L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* – n'est plus un programme pour l'avenir, mais un mot d'ordre qui a la plus grande actualité pratique.

¹³ A l'époque, l'extrême gauche portugaise, mais aussi française et internationale, spéculait beaucoup sur la nature prétendument «révolutionnaire» de certains régiments, notamment de la région de Lisbonne, puisque leur idole, Otelo de Carvalho, était responsable du COPCON. Il suffit de consulter les archives en ligne de ces groupes pour vérifier le ridicule de leurs calculs opportunistes et dangereux (*NdT*).

Éditorial du 12 décembre 1975

(*Combate* n° 32)

Pour toute classe exploiteuse, gouverner signifie toujours deux choses : d'une part, avoir la capacité de dominer, d'assujettir, de réprimer les exploités. De l'autre, avoir la possibilité de résoudre les conflits entre les différentes factions des exploités sans que ces conflits s'enveniment jusqu'à mettre en péril l'instabilité même des institutions. Lorsque, dans l'éditorial du numéro précédent, nous disions que la classe dirigeante actuelle au Portugal – les capitalistes d'État – s'était révélée incapable de gouverner et de choisir l'un des projets politiques débattus au sein de cette classe, nous voulions surtout souligner l'incapacité de cette classe dominante sur deux points fondamentaux :

– tout d'abord, les différentes factions des capitalistes d'État (qui correspondent à des intérêts que nous ne détaillerons pas ici) ne se sont pas mises d'accord sur la manière dont elles tenteraient de réprimer et contrôler les travailleurs ;

– ensuite, ces différentes factions ne se sont pas entendues sur le type d'institutions susceptibles de leur permettre de résoudre leurs conflits internes.

Le relatif équilibre politique entre les factions du capitalisme d'État a empêché que l'une d'entre elles s'impose immédiatement aux autres. Il a fallu recourir à l'épreuve de force militaire pour que la faction victorieuse oblige les autres à accepter son projet politique. C'est, en termes simples, ce qui s'est passé pendant la période de l'état de siège¹⁴ dans la région militaire de Lisbonne. Le «Groupe des neuf*» et la faction politiquement plus conservatrice de Pires Veloso*, Jaime Neves, etc., sont parvenus à dominer relativement les autres. Dès lors, l'initiative semble pencher en faveur de la faction la plus conservatrice et, bien sûr, rien ne garantit que demain le Groupe *des neuf* parlera d'une seule voix.

Il est important de noter que ce conflit impliquait seulement les différentes factions des capitalistes d'État. La base économique actuelle, avec l'extension de la propriété étatique (lesdites «nationalisations») et la domination complète de l'économie par la gestion étatique, n'ont pas été remises en question. C'est une leçon très importante que nous pouvons tirer de l'affaire de la crise récente. Nous nous sommes toujours opposés à toutes les organisations ou groupes qui dissimulent le danger réel et immédiat du capitalisme d'État en désignant le capitalisme privé comme seul ennemi. La base sociale fragile du capitalisme privé induit que, au Portugal, toute l'attention du prolétariat doit être concentrée sur la lutte contre le capitalisme d'État. Il est curieux de noter, par exemple, que pendant la période de l'état de siège, certains responsables du secteur bancaire, parfois en dehors de la région de Lisbonne, ont proposé que, lorsque les banques rouvriraient, elles soient dirigées par les capitalistes qui les possédaient avant le 11 mars (les Champalimaud*, Melo*, Quina*, etc.). Parmi d'autres politiciens, le secrétaire d'État au ministère des Finances, Santos Silva*, membre du PPD*, s'est totalement opposé à une telle proposition. Ce n'est pas la base économique qui est en jeu.

Quel était l'enjeu, alors ?

Certaines factions de la classe dominante ont réussi à imposer aux autres un certain projet politique, social et idéologique visant à assujettir et à réprimer les exploités.

¹⁴ L'état de siège fut décrété le 25 novembre 1975 et dura seulement une semaine, jusqu'au 2 décembre. (*NdT*).

etc.). Parmi d'autres politiciens, le secrétaire d'État au ministère des Finances, Santos Silva*, membre du PPD* , s'est totalement opposé à une telle proposition. Ce n'est pas la base économique qui est en jeu.

Quel était l'enjeu, alors ?

Certaines factions de la classe dominante ont réussi à imposer aux autres un certain projet politique, social et idéologique visant à assujettir et à réprimer les exploités.

Mais cela ne signifie pas que ce projet va devenir réalité, ni que les différentes factions de la classe dominante ont réussi à résoudre l'autre problème qui l'empêche de gouverner efficacement : le choix des institutions par lesquelles elles pourraient résoudre leurs conflits internes.

Ce dernier aspect est important, car s'il n'est pas résolu, il déstabilisera l'ensemble de l'appareil gouvernemental – situation à l'avantage du prolétariat. Mais du point de vue des travailleurs, ce n'est pas l'aspect le plus important. Le principal problème de tous les révolutionnaires, à l'heure actuelle, est le suivant : le projet dominant de répression des travailleurs réussira-t-il dans la pratique, ou le prolétariat le mettra-t-il en échec ?

Bien sûr, la réponse à cette question ne sortira pas des pages d'un journal, mais de l'action même des travailleurs dans la lutte des classes. Aujourd'hui, après les événements survenus pendant l'état de siège, les orientations de cette action sont beaucoup plus claires. Le mouvement des travailleurs autonomes a montré sa force en ne se laissant entraîner par aucune des factions en présence. Toutes les factions de la classe dirigeante sont restées isolées des masses ouvrières, même si, dernièrement, elles ont multiplié les tentatives pour tirer parti du mouvement autonome en s'y insérant sous des formes indirectes et s'ils ont organisé de grandes campagnes dans les organes d'information. Les gouvernants et les hommes politiques partisans d'un appareil d'État construit entièrement sur la base d'organisations «populaires» bureaucratisées sont restés isolés, de même que ceux partisans d'un renforcement de l'appareil d'État existant, mais en favorisant une ouverture partielle à certaines commissions bureaucratisées. Le PS et le PPD sont restés isolés, et, au cours de l'état de siège dans la région de Lisbonne, ils ont tenté d'organiser des manifestations à Porto qui ont entièrement échoué, faute de participants. Ce conflit n'a fait qu'affecter la classe dirigeante.

Les événements survenus pendant l'état de siège ont démontré deux faits que nous soulignons depuis longtemps :

Tout d'abord, l'incapacité des régiments d'une armée professionnelle à devenir un élément révolutionnaire. La discipline, les hiérarchies, le manque d'initiative individuelle des soldats, l'encasernement et la distance entre les soldats et les travailleurs qui en découle, tout cela signifiait que, privés des officiers opportunistes qui se sont perdus dans des conflits entre capitalistes d'État, les soldats progressistes sont restés passifs et ont été facilement vaincus. Nous ne nions pas qu'il existe des soldats progressistes. Il y en a, et beaucoup. Non seulement ils étaient des travailleurs avant de revêtir l'uniforme, mais l'armée elle-même est un moyen d'obtenir forme d'obtenir une main-d'œuvre pratiquement gratuite ; et les capitalismes d'État développent toujours au maximum cet aspect. Mais la structure militaire sépare les soldats des autres travailleurs. C'est pourquoi nous disons que si ces soldats restent dans la structure militaire, leur progressisme ne jouera aucun rôle. La route vers le communisme passe par la destruction de l'armée et la création de milices ouvrières, c'est-à-dire de groupes rassemblant des travailleurs armés sur la base des unités de production et d'habitation. Après les récents événements, aucun révolutionnaire, s'il en est vraiment un, ne peut manquer de le voir. Ce qui prouve que les officiers dits «progressistes» n'appartenaient qu'à une faction de la classe dominante, c'est que la grande majorité des armes sorties des casernes n'ont pas été remises aux travailleurs des usines, des champs, des entreprises, mais aux partis et aux groupes

gratuite ; et les capitalismes d'État développent toujours au maximum cet aspect. Mais la structure militaire sépare les soldats des autres travailleurs. C'est pourquoi nous disons que si ces soldats restent dans la structure militaire, leur progressisme ne jouera aucun rôle. La route vers le communisme passe par la destruction de l'armée et la création de milices ouvrières, c'est-à-dire de groupes rassemblant des travailleurs armés sur la base des unités de production et d'habitation. Après les récents événements, aucun révolutionnaire, s'il en est vraiment un, ne peut manquer de le voir. Ce qui prouve que les officiers dits «progressistes» n'appartenaient qu'à une faction de la classe dominante, c'est que la grande majorité des armes sorties des casernes n'ont pas été remises aux travailleurs des usines, des champs, des entreprises, mais aux partis et aux groupes politiques ; ceux-ci les ont «utilisées» pour renforcer leur position par rapport aux autres groupes, mais ils ont stocké les armes dans des lieux aussi impénétrables que des casernes. Ainsi, il fut impossible aux travailleurs de tirer profit, les armes à la main, de la lutte entre les factions de la classe dominante.

Deuxièmement, les événements récents ont montré qu'aucun des partis soi-disant révolutionnaires n'a fait quoi que ce soit. Ils sont restés dans leur tanière. Ces partis justifient leur existence en affirmant que le mouvement autonome des travailleurs est insuffisant. Eh bien – ces partis ont prouvé qu'ils étaient inutiles !

La situation est de plus en plus claire. Les aspects centraux de la lutte des classes sont chaque fois de plus en plus clairs. Contre la consolidation du capitalisme d'État, seul le mouvement ouvrier autonome peut poursuivre la lutte.

Jusqu'à présent, le mouvement autonome s'est révélé fort dans les unités de production et les unités d'habitation, mais il n'a pas encore réussi à s'unifier de manière autonome. L'unification des différentes luttes a été réalisée par les partis, voire par certains secteurs de l'appareil d'État. Cela a conduit à la bureaucratisation même au niveau des unités de production. En effet, après les événements du 25 novembre 1975, les partis ont une nouvelle fois cherché à dominer le mouvement des travailleurs au niveau de l'unification des luttes. Et ce problème revêt une importance cruciale aujourd'hui.

L'État ne pourra être supprimé que si le prolétariat substitue, à la centralisation oppressive et exploitatrice exercée par l'État, un autre type de rapports sociaux, sans oppression ni exploitation. Ces rapports sociaux se manifestent, à l'état embryonnaire, dans l'unification autonome des différentes luttes ouvrières. *A l'heure actuelle, le mouvement autonome des travailleurs ne pourra se poursuivre que s'il conquiert l'autonomie au niveau de son unification.*

La récente tentative d'unifier les commissions de travailleurs et les conseils de village – la réunion plénière du 30 novembre à Baixa da Banheira, qui a abouti à la constitution d'un secrétariat provisoire des organes exprimant la volonté populaire – a suivi une série d'autres tentatives d'unifications organisées à un niveau plus restreint. Elle marquera peut-être la direction à suivre si cette autonomie se vérifie dans la pratique. Dans le cas contraire, elle subira le sort de tous les secrétariats dont certains partis se sont servis pour tenter de profiter mouvement autonome : on assistera à leur bureaucratisation, leur isolement et leur extinction ultime sans que personne ne s'aperçoive de leur existence. Mais si leur caractère autonome se vérifie, il faut que cette unification se poursuive au-delà de la zone industrielle qui va de Vila Franca à Setúbal¹⁵. Seule l'expansion de l'unification autonome des commissions de travailleurs et d'habitants à l'échelle nationale pourra saper la base d'existence de tous les

¹⁵ Vila Franca se situe à environ 45 km au nord de Lisbonne et Setubal à environ 48 km au sud (NdT).

la pratique. Dans le cas contraire, elle subira le sort de tous les secrétariats dont certains partis se sont servis pour tenter de profiter mouvement autonome : on assistera à leur bureaucratisation, leur isolement et leur extinction ultime sans que personne ne s'aperçoive de leur existence. Mais si leur caractère autonome se vérifie, il faut que cette unification se poursuive au-delà de la zone industrielle qui va de Vila Franca à Setúbal¹⁵. Seule l'expansion de l'unification autonome des commissions de travailleurs et d'habitants à l'échelle nationale pourra saper la base d'existence de tous les partis et créer les conditions pour que le Portugal devienne un bastion important dans la lutte mondiale pour l'abolition de l'État et la fin de l'exploitation.

Aujourd'hui, plus clairement que jamais, nous voyons que le sort de cette phase du processus révolutionnaire se trouve entre les mains des travailleurs organisés de manière autonome. Mais le temps presse.

¹⁵ Vila Franca se situe à environ 45 km au nord de Lisbonne et Setubal à environ 48 km au sud (*NdT*).

Éditorial du 26 décembre 1975

(*Combate* n° 33)

Le capitalisme d'État n'est pas une caractéristique particulière d'un pays ou d'un autre ; il correspond au développement même du système capitaliste et il se déploie dans le monde entier, bien que sous différentes formes. Au Portugal, le capitalisme d'État a été la tendance dominante dans l'évolution du capitalisme moderne : la propriété de l'État et la classe des technocrates se sont développées bien avant le 25 avril 1974.

Le 25 avril a cependant été la date décisive pour la généralisation du capitalisme d'État dans ce pays.

Contrairement aux formes antérieures du capitalisme (que certains appellent «libéral»), dans lesquelles la propriété de l'État a été réduite et où il n'y avait pas de plan économique central, le capitalisme d'État, avec l'extension de la propriété étatisée et la planification centrale unique, exige le renforcement de l'appareil gouvernemental et fait de l'existence d'un centre de pouvoir unique une nécessité absolue. Au Portugal, cette nécessité de renforcer le gouvernement central a été accentuée par la faiblesse de la production capitaliste elle-même ; par conséquent, tous les secteurs et groupes politiques de la nouvelle classe dominante invoquent le renforcement du pouvoir et la «*bataille de la production*».

Mais que faut-il pour qu'une classe règne ? Premièrement, que les éléments de cette classe s'accordent sur un système pour réprimer les exploités. Deuxièmement, ils doivent être capables d'imposer ce système aux exploités. Troisièmement, ils doivent se mettre d'accord entre eux sur un système de relations mutuelles entre exploités. Depuis la défaite politique du spinolisme* le 28 septembre 1974¹⁶ et l'expansion énorme des étatisations après le 11 mars 1975, les capitalistes d'État portugais ont pu vérifier l'impossibilité absolue de mettre en place une planification centralisée sans avoir préalablement unifié la machine gouvernementale et l'avoir mise en mesure de remplir les trois exigences décrites ci-dessus. Costa Gomes, les chefs du PC*, du PS* et du PPD*, les «ex-MES*» (et même Martins Pereira*, l'ancien secrétaire à l'industrie, avec son équipe de capitalistes d'État qui se prétendent hostiles au... capitalisme d'État.) sont tous unanimes pour le confirmer : ils ne peuvent pas résoudre le «*problème économique*» sans avoir d'abord résolu le «*problème politique*».

Le 25 novembre 1975 a été la première tentative sérieuse de résoudre les dilemmes auxquels la classe dirigeante était confrontée. La solution, cependant, n'a été que partielle.

Avec le 25 novembre, l'un des groupes bureaucratique-militaires (en fait, une alliance de groupes) est parvenu à imposer aux autres l'adoption d'un système de répression des exploités. Il a obtenu que les sphères gouvernementales optent, parmi les différents projets en discussion, pour une unification de l'armée et la centralisation de la possession des armes uniquement entre les mains de la hiérarchie militaire. L'armée, comme l'a dit un politicien, incarne «le miroir de la nation», et, afin de réprimer les travailleurs et d'unifier l'appareil gouvernemental, il faut d'abord unifier l'armée. La recherche d'armes [qui se trouveraient entre les mains de civils ou de groupes politiques d'extrême gauche, puisqu'un certain

¹⁶ Le 28 septembre 1974 marque la première tentative de l'extrême droite, d'une partie de la droite et des partisans du général Spínola, président de la Junta du Salut national, et de l'extrême droite de renverser le processus de démocratisation initié par le coup d'État militaire du 25 avril 1974 (*NdT*).

gouvernementales optent, parmi les différents projets en discussion, pour une unification de l'armée et la centralisation de la possession des armes uniquement entre les mains de la hiérarchie militaire. L'armée, comme l'a dit un politicien, incarne «le miroir de la nation», et, afin de réprimer les travailleurs et d'unifier l'appareil gouvernemental, il faut d'abord unifier l'armée. La recherche d'armes [qui se trouveraient entre les mains de civils ou de groupes politiques d'extrême gauche, puisqu'un certain nombre avaient disparu, *NdT*] et le renforcement des structures militaires constituent une étape importante dans cette direction.

Cependant, le 25 novembre est loin d'avoir résolu les problèmes majeurs auxquels sont confrontés les capitalistes d'État au Portugal. Que leur manque-t-il ?

Les différents groupes bureaucratiques, politiques et économiques des exploiters doivent encore s'entendre entre eux sur leur relations réciproques et, surtout, réussir à forcer les exploités à accepter le système répressif qu'ils veulent nous imposer. Le 25 novembre 1975 est passé, mais les luttes revendicatives des travailleurs se poursuivent par de vastes grèves, qui ont même pris des formes encore plus radicales, dans certains cas. À Braga, par exemple, fief des partis les plus conservateurs, des travailleurs du bâtiment ont occupé la délégation du ministère du Travail. Dans le Nord, la démagogie de Tomás Rosa¹⁷ n'a aucun effet si l'État n'arrive pas à imposer la répression au moment opportun.

Telles sont les deux grandes lacunes que les gouvernants actuels s'empressent de combler. Nous avons insisté tout au long de nos éditoriaux sur l'imposition d'un système répressif aux travailleurs, et c'est sur ce point que nous nous concentrons à nouveau aujourd'hui.

Nous assistons à un spectacle sans précédent dans ce pays, du moins depuis la montée du salazarisme* en 1928 :

Le gouvernement réprime durement le mouvement autonome des travailleurs et a épargné aux partis vaincus le 25 novembre 1975 les formes les plus violentes de répression. Sous le fascisme, quand une grève éclatait, la préoccupation principale de la PIDE était d'arrêter les «meneurs» partidaires. Aujourd'hui, le gouvernement ordonne des perquisitions dans les sièges de certains partis, mais il arrête surtout les militants ouvriers. Certains des travailleurs emprisonnés peuvent être des membres ou des sympathisants de partis politiques, mais c'est en tant que militants du mouvement ouvrier qu'ils se sont distingués et ils ont été appréhendés à ce titre. Les partis eux-mêmes opèrent la distinction en se montrant discrets et passifs face aux arrestations de militants ouvriers, attitude qu'ils n'adopteraient jamais si les membres de leurs appareils bureaucratiques étaient inquiétés. L'emprisonnement de Camilo Mortágua*, constitue la seule exception notable mais la LUAR, en raison de sa structure peu centralisée et moins hiérarchisée, navigue entre deux eaux, entre les partis bureaucratiques et le mouvement autonome. Des militaires, des officiers et de nombreux soldats de base ont été arrêtés, mais la répression a épargné les chefs des partis politiques liés à ces officiers et ces soldats.

Comment expliquer cette nouvelle forme de répression ?

Le 25 novembre a montré qu'aucun des partis n'était capable de mobiliser sérieusement les masses laborieuses. Cette incapacité a marqué la limite de leur pouvoir. Ils sont utiles en tant qu'instruments démagogiques pour remodeler un appareil d'État fondé sur l'intégration des commissions bureaucratiques – ce qui correspond au plan du groupe dirigé par Melo Antunes. C'est la fonction des différents partis de «gauche» (c'est-à-dire des partisans du capitalisme d'État) dans la réorganisation du régime économique et social. Mais leurs limites découlent du fait qu'ils n'ont pas le soutien actif des masses. C'est pourquoi le gouvernement sait que,

¹⁷ Officier du MFA, puis après le 25 avril 1974, membre du COPCON, administrateur de la Radio Télévision Portugaise et ministre du Travail dans le 6^e Gouvernement provisoire (*NdT*).

militaires, des officiers et de nombreux soldats de base ont été arrêtés, mais la répression a épargné les chefs des partis politiques liés à ces officiers et ces soldats.

Comment expliquer cette nouvelle forme de répression ?

Le 25 novembre a montré qu'aucun des partis n'était capable de mobiliser sérieusement les masses laborieuses. Cette incapacité a marqué la limite de leur pouvoir. Ils sont utiles en tant qu'instruments démagogiques pour remodeler un appareil d'État fondé sur l'intégration des commissions bureaucratiques – ce qui correspond au plan du groupe dirigé par Melo Antunes. C'est la fonction des différents partis de «gauche» (c'est-à-dire des partisans du capitalisme d'État) dans la réorganisation du régime économique et social. Mais leurs limites découlent du fait qu'ils n'ont pas le soutien actif des masses. C'est pourquoi le gouvernement sait que, puisqu'il doit absolument réprimer le mouvement autonome, ces partis ne renforceront jamais le mouvement spécifique du prolétariat.

Les événements qui ont suivi le 25 novembre 1975 ne font que confirmer ces faits. Face à la répression du mouvement autonome des travailleurs, les partis sont restés silencieux, tout comme les journaux et les journalistes – à l'exception de *República* – contrôlés par les différents partis. Ils craignent que leurs militants soient remplacés par ceux d'un autre parti dans les instances gouvernementales. Pour eux, la répression ne dépasse pas les frontières de leur organisation. Quant à l'emprisonnement des travailleurs du mouvement autonome, les partis sont reconnaissants aux maîtres du pouvoir que la répression se soit abattue sur ce mouvement et non pas sur les appareils partidaires. À l'approche des tempêtes, les partis ne pensent qu'à défendre leurs appareils bureaucratiques qui garantissent leur force dans la lutte entre les différents secteurs politiques pour la répartition de la plus-value. Alors, ils abandonnent opportunément leurs belles phrases sur la défense de la classe ouvrière car défendre le mouvement ouvrier signifie, pour ces gens-là, défendre l'appareil de leur parti.

Ce silence des partis sur la répression des organisations autonomes prouve aux incrédules que les partis ne sont pas seulement inutiles pour le mouvement prolétarien, mais qu'ils sont des agents actifs de la construction du capitalisme d'État.

Seul le mouvement autonome des travailleurs peut réagir à la répression qui le frappe. Au Portugal, le mouvement ouvrier a conquis l'autonomie au niveau des unités de production et d'habitation (les entreprises et les quartiers) mais l'unification de ces luttes ne s'est pas faite, jusqu'ici, au niveau autonome. Elle s'est opérée par le biais des partis, qui avaient l'habitude d'apparaître au grand jour et maintenant semblent se camoufler sous d'autres appellations. Ainsi, les partis contrôlent cette unification à leur avantage. Par exemple, le récent «Secrétariat provisoire des organes de la volonté populaire» a pu d'abord laisser espérer qu'il correspondrait partiellement aux besoins du mouvement autonome. Nous avons écrit dans le dernier numéro : «*Si le caractère autonome de ce secrétariat se vérifie, cela marquera un renforcement important de la lutte des travailleurs pour le communisme.*» Peu après, nous avons clairement vu qu'il s'agissait d'une excroissance d'une formation partidaire (l'UDP). Son objectif n'est pas de renforcer la lutte autonome des travailleurs, mais plutôt de servir de béquille aux maoïstes en difficulté. C'est pourquoi il lui est arrivé ce qui est arrivé à tous les organes bureaucratiques depuis le 25 avril : il s'est isolé des masses travailleuses et n'est plus qu'un appareil vide de sens par rapport au mouvement de masse.

L'intensification de la lutte des classes définit de plus en plus précisément les véritables camps en conflit. D'un côté, les multiples appareils bureaucratiques et militaires ; de l'autre, le mouvement autonome des travailleurs. Pour répondre à la répression qui s'abat sur elle, la classe ouvrière doit développer son unification de manière autonome. Certes, la répression peut contribuer à accélérer cette unification, mais elle bloque l'unification matérielle des travailleurs,

pas de renforcer la lutte autonome des travailleurs, mais plutôt de servir de béquille aux maoïstes en difficulté. C'est pourquoi il lui est arrivé ce qui est arrivé à tous les organes bureaucratés depuis le 25 avril : il s'est isolé des masses travailleuses et n'est plus qu'un appareil vide de sens par rapport au mouvement de masse.

L'intensification de la lutte des classes définit de plus en plus précisément les véritables camps en conflit. D'un côté, les multiples appareils bureaucratiques et militaires ; de l'autre, le mouvement autonome des travailleurs. Pour répondre à la répression qui s'abat sur elle, la classe ouvrière doit développer son unification de manière autonome. Certes, la répression peut contribuer à accélérer cette unification, mais elle bloque l'unification matérielle des travailleurs,

Les conditions sont dures. Mais le renforcement du mouvement ouvrier autonome est possible.

GLOSSAIRE

Alves de Brito, Vitor Manuel (1935-2011) : capitaine engagé dans les guerres d'Angola et du Mozambique, il est membre du MFA et l'un des rédacteurs de son programme. Ministre dans les 2^e, 3^e et 6^e Gouvernements provisoires¹⁸. Membre du Conseil des Vingt et porte-parole du Conseil de la Révolution, il est l'un des signataires du «Document des Neuf» contre «l'Alliance Peuple/MFA» prônée par le PC et la prétendue «gauche» militaire.

Angola : colonisé par l'Empire portugais dès 1575, ce pays fut une des plaques tournantes du commerce d'esclaves. Il devint une «province ultramarine» en 1951 et la guerre d'indépendance y commença en 1961.

Azevedo, José Pinheiro de (1917-1983) : amiral, membre de la Junte de salut national après le 25 avril 1974 ; Premier ministre du 6^e Gouvernement provisoire après le 19 août 1975 ; membre du PDC à partir de 1976 et président de ce parti, de 1977 jusqu'à sa mort.

Boxers, révolte des : «[...] au-delà de leur xénophobie, les Boxers s'inscrivent dans une filiation millénaire : celle des révoltes paysannes, qualifiées de jacqueries en Europe, qui ont scandé l'histoire de l'empire du milieu ; celle du millénarisme bouddhiste [...]; celle des sociétés secrètes [...]. Le mysticisme patriote est donc au cœur de l'idéologie boxer, les combattants usant même de rituels ou de transe censés les rendre invulnérables [...]. Le recrutement des Boxers s'est néanmoins pratiqué majoritairement dans la paysannerie pauvre et chez les exclus de la société. [...] leur mouvement participa d'une coagulation et d'une maturation d'un véritable nationalisme chinois, qui allait s'épanouir au XX^e siècle. Il mit également un frein définitif aux désirs des Européens de partage du territoire chinois, de par les réactions violentes qu'une telle mise en pièces aurait risqué de déclencher. Plus étonnant, voire paradoxal, le choc subi par le pays suscita une adhésion majoritaire à l'impulsion d'un processus de modernisation, conduit par Cixi jusqu'à sa mort en 1908, seul moyen de mettre fin à la faiblesse chronique de la Chine. Enfin, cette révolte des Boxers alimenta le fantasme du "péril jaune", qui s'imposa dans une partie de l'opinion publique occidentale à compter de la fin du XIX^e siècle¹⁹.»

AOC (Aliança Operária-Camponesa) : groupe maoïste, issu de diverses scissions groupusculaires, et dont les origines lointaines remontent au CMLP qui fut créé, dans l'émigration, en Belgique en 1964. violemment anticommuniste après le 25 avril, l'AOC se présenta aux élections législatives en 1976 et 1980, et se transforma en Partido Trabalhista en 1979, pour disparaître quelques années plus tard. Son ex-dirigeant (Heduíno Gomes) a très mal fini puisqu'il est aujourd'hui au PSD, et appartient au courant le plus à droite de ce parti réactionnaire.

Brito, Jorge de (1927-2006) : banquier, spéculateur, homme d'affaires, collectionneur d'art et directeur d'un club de foot (Benfica), il joua beaucoup avec des capitaux qu'il n'avait pas, ce qui explique sans doute pourquoi sa banque (le Banco Intercontinental Português) fut mise sous tutelle avant même la nationalisation des autres établissements bancaires. L'entreprise Brisa qu'il fonda en 1970 construisit des kilomètres d'autoroutes avant d'être nationalisée en 1975 puis reprivatée au profit du groupe José de Mello en 1997.

Cabinda : enclave située au nord de l'Angola, entre les deux Congos, où existaient trois mouvements de libération refusant de faire partie de l'Angola. Ces mouvements, qui fusionnèrent dans le FLEC (avant que celui-ci ne scissionne), étaient financés et soutenus par la France et le Zaïre en raison des intérêts pétroliers d'Elf-Erap (société qui sera absorbée par Total en 1999). Cette région, encore occupée par l'armée angolaise, produit 60% du pétrole du pays, et la paix n'y est toujours pas assurée.

¹⁸ Il y aura en tout six Gouvernements provisoires : le premier du 16 mai 1974 au 11 juillet 1974 ; le deuxième du 12 juillet 1974 au 30 septembre 1974 ; le troisième du 30 septembre 1974 au 26 mars 1975 ; le quatrième du 26 mars 1975 au 8 août 1975 ; le cinquième du 08 août 1975 au 19 septembre 1975 ; et le sixième du 19 septembre 1975 au 23 juin 1976

¹⁹ <https://dissidences.hypotheses.org/traces-du-passe-et-ombre-portee-images-recits/la-revolte-des-boxers-ou-le-persistant-fantasme-du-peril-jaune> .

1979, pour disparaître quelques années plus tard. Son ex-dirigeant (Heduíno Gomes) a très mal fini puisqu'il est aujourd'hui au PSD, et appartient au courant le plus à droite de ce parti réactionnaire.

Brito, Jorge de (1927-2006) : banquier, spéculateur, homme d'affaires, collectionneur d'art et directeur d'un club de foot (Benfica), il joua beaucoup avec des capitaux qu'il n'avait pas, ce qui explique sans doute pourquoi sa banque (le Banco Intercontinental Portugêses) fut mise sous tutelle avant même la nationalisation des autres établissements bancaires. L'entreprise Brisa qu'il fonda en 1970 construisit des kilomètres d'autoroutes avant d'être nationalisée en 1975 puis reprivatisée au profit du groupe José de Mello en 1997.

Cabinda : enclave située au nord de l'Angola, entre les deux Congos, où existaient trois mouvements de libération refusant de faire partie de l'Angola. Ces mouvements, qui fusionnèrent dans le FLEC (avant que celui-ci ne scissionne), étaient financés et soutenus par la France et le Zaïre en raison des intérêts pétroliers d'Elf-Erap (société qui sera absorbée par Total en 1999). Cette région, encore occupée par l'armée angolaise, produit 60% du pétrole du pays, et la paix n'y est toujours pas assurée.

Caetano, Marcelo (1906-1980) : *«Juriste issu de la faculté de droit de Lisbonne, Caetano dirigeait le courant réformiste qui était apparu et s'était affirmé au sein du régime à partir de la crise qui commença après 1945. L'arrivée au pouvoir de Caetano [il était ministre des Colonies quand il devint président du Conseil en 1968] suscita des espoirs chez beaucoup de Portugais : ceux-ci crurent en une évolution progressive du régime vers une démocratie libérale. Le successeur de Salazar avait compris que, pour se maintenir, le pouvoir devait absolument engager des réformes, comme en témoignèrent ses propositions en tant que ministre de la Présidence, notamment celles de supprimer la censure préalable de la presse, de mener une politique de développement accélérée et de s'ouvrir aux pays étrangers.»* (Mendes Abadia, 2010). Mais, incapable de mettre fin aux guerres coloniales, il fut renversé le 25 avril 1974.

Cap-Vert : archipel d'îles au départ inhabitées, situées à la hauteur du Sénégal et de la Mauritanie. Première colonie portugaise en Afrique au XV^e siècle, elle sert de base pour la traite des esclaves et le commerce triangulaire. Elle devient une «province maritime» du Portugal en 1951 afin d'essayer de bloquer tout processus d'indépendance. A partir de 1980, la République du Cap-Vert se sépare de la Guinée-Bissau.

Carvalho, Otelo Saraiva de (1936-2021) : sous-lieutenant puis capitaine en Angola, puis en Guinée Bissau sous les ordres du général Spínola, il est un spécialiste de la propagande et de la contre-insurrection. Idolâtré par une grande partie de l'extrême gauche portugaise et internationale, Otelo Saraiva de Carvalho, fut le coordinateur technique du coup d'État du 25 avril 1974 puis le chef du COPCON (Commando opérationnel du Continent) qui contrôlait la région militaire de Lisbonne et intervint à plusieurs reprises contre des grèves. Membre du Conseil de la Révolution, il fut arrêté à deux reprises après le coup d'État du 25 novembre 1975 pendant 40 puis 20 jours par le gouvernement du socialiste Mário Soares. Il se présenta aux élections présidentielles en 1976 où il obtint 15% des voix (soit le double de celles du PCP) mais seulement 2 % des voix en 1980 avec le FUP (Front d'unité populaire) qu'il venait de créer. Arrêté en 1985, il fut condamné à 15 ans de prison en 1987 pour les liens supposés entre le FUP et les actions d'un groupuscule, les Forces populaires du 25 avril qui organisa quelques dizaines d'attentats et d'attaques de banques durant les années 80. Il passa cinq années en taule puis fut amnistié en 1996.

CCR : Selon Wikipedia en portugais, *«Les Comités communistes révolutionnaires (marxistes-léninistes), ou CCR, sont nés en 1970 d'une scission du CMLP, la première organisation maoïste portugaise [...]. À l'intérieur du pays, les CCR exercèrent leur plus grande influence, entre 1970 et 1973, principalement, mais pas exclusivement, à partir de l'Instituto Superior Técnico. Les CCR étaient également présents dans plusieurs secteurs ouvriers, notamment dans les ateliers de Carris (la société de transport public de Lisbonne), dans l'usine Standard Electric à Cascais et dans d'autres à Queluz-Amadora. Les CCR se caractérisaient par une propension à une élaboration théorique complexe, considérée comme d'inspiration trotskiste par de nombreux opposants, et par la priorité accordée à "l'établissement" [l'embauche en usine] des étudiants qui constituaient l'organisation. En août 1972, la police politique du régime fasciste portugais commença à démanteler l'organisation ; les arrestations qui atteignirent leur apogée en décembre 1973, avec l'emprisonnement de deux de ses dirigeants [...]. Toutes les personnes arrêtées dénoncèrent, sous la torture, des camarades, ce qui*

voix (soit le double de celles du PCP) mais seulement 2 % des voix en 1980 avec le FUP (Front d'unité populaire) qu'il venait de créer. Arrêté en 1985, il fut condamné à 15 ans de prison en 1987 pour les liens supposés entre le FUP et les actions d'un groupuscule, les Forces populaires du 25 avril qui organisa quelques dizaines d'attentats et d'attaques de banques durant les années 80. Il passa cinq années en taule puis fut amnistié en 1996.

CCR : Selon Wikipedia en portugais, «*Les Comités communistes révolutionnaires (marxistes-léninistes), ou CCR, sont nés en 1970 d'une scission du CMLP, la première organisation maoïste portugaise [...]. À l'intérieur du pays, les CCR exercèrent leur plus grande influence, entre 1970 et 1973, principalement, mais pas exclusivement, à partir de l'Instituto Superior Técnico. Les CCR étaient également présents dans plusieurs secteurs ouvriers, notamment dans les ateliers de Carris (la société de transport public de Lisbonne), dans l'usine Standard Electric à Cascais et dans d'autres à Queluz-Amadora. Les CCR se caractérisaient par une propension à une élaboration théorique complexe, considérée comme d'inspiration trotskiste par de nombreux opposants, et par la priorité accordée à "l'établissement" [l'embauche en usine] des étudiants qui constituaient l'organisation. En août 1972, la police politique du régime fasciste portugais commença à démanteler l'organisation ; les arrestations qui atteignirent leur apogée en décembre 1973, avec l'emprisonnement de deux de ses dirigeants [...]. Toutes les personnes arrêtées dénoncèrent, sous la torture, des camarades, ce qui entraîna une chaîne d'arrestations. Suite à ces coups, à des désaccords sur l'orientation suivie au Portugal et sur l'évolution de la ligne politique du PC chinois, les CCR finirent par se dissoudre dans les premiers mois de 1974.*» Une partie du groupe se reconstitua brièvement pour rejoindre ensuite l'UDP, que l'on retrouve aujourd'hui dans le Bloque de Esquerda, parti d'extrême gauche parlementariste

CDE (Comissão Democrática Popular) ou MDP (Movimento democrático popular) : organisation fondée en 1969 pour participer aux élections législatives. Elle se transforme en parti et participe aux cinq premiers Gouvernements provisoires (de 1974 à 1975). Alliée au PCP jusqu'en 1986, elle s'en sépare et, après quelques péripéties, finit par former le Bloque de Esquerda en 1994 avec l'UDP maoïste et le PSR trotskiste.

CDS : le Partido do Centro democrático social (aujourd'hui Partido popular) est créé en juillet 1974 et participera à plusieurs gouvernements de coalition jusqu'en 2015. Plus influent dans le Nord que dans le Sud, ce un parti conservateur de droite est formé par des technocrates du régime salazariste qui ont su à la fois en prendre en marche le train du 25 avril mais aussi ne pas se compromettre avec la manif de la «majorité silencieuse» qui devait se tenir le 28 septembre 1974 à l'appel du général Spínola. En 1976 le CDS réussit à obtenir plus de voix et de sièges (42) que le PCP. Depuis lors, son influence a notablement décliné puisque, aux dernières élections législatives nationales, il n'avait plus un seul représentant au Parlement.

Centres sociaux : centres locaux censés préparer les femmes à leurs «tâches maternelles, domestiques et sociales» et «rééduquer» les mères «déviantes» qui ne s'occupaient pas bien de leurs enfants ou de leurs maris. Le régime salazariste avait une politique officiellement nataliste mais n'investit jamais ni dans les crèches, ni même dans un réseau étendu de maternités ou de services hospitaliers pré- ou postnataux ce qui fait que 82% des accouchements avaient encore lieu à domicile dans les années 1950, sans même l'aide de sages-femmes diplômées.

CGT (Confederação Geral do Trabalho) : organisation d'orientation syndicaliste révolutionnaire et anarchosyndicaliste créée en 1919, elle regroupe 80 000 travailleurs. En 1922, elle adhère à l'AIT et ses effectifs sont alors plus importants : 180 000 adhérents. Elle sera dissoute en 1933.

Conseil de la Révolution : organisme politico-militaire créé puis institutionnalisé le 17 mars 1975 par le MFA pour remplacer la Junte de salut national et le Conseil d'État, suite au coup d'État raté du 11 mars 1975. Au départ, il incluait 25 membres, tous militaires, dont le président de la République et Premier ministre (s'il s'agissait d'un militaire). Cet organisme parallèle, qui se proclamait «*moteur de la révolution*», exerçait une véritable tutelle sur le pouvoir politique et avait des pouvoirs très étendus (choix du président de la République en son sein ; définition des lignes générales de la politique économique, sociale et financière ; définition des libertés d'expression dans tous les domaines ; proclamation de l'état de siège et de l'état d'urgence,

Centres sociaux : centres locaux censés préparer les femmes à leurs «tâches maternelles, domestiques et sociales» et «réduquer» les mères «déviantes» qui ne s'occupaient pas bien de leurs enfants ou de leurs maris. Le régime salazariste avait une politique officiellement nataliste mais n'investit jamais ni dans les crèches, ni même dans un réseau étendu de maternités ou de services hospitaliers pré- ou postnataux ce qui fait que 82% des accouchements avaient encore lieu à domicile dans les années 1950, sans même l'aide de sages-femmes diplômées.

CGT (Confederação Geral do Trabalho) : organisation d'orientation syndicaliste révolutionnaire et anarchosyndicaliste créée en 1919, elle regroupe 80 000 travailleurs. En 1922, elle adhère à l'AIT et ses effectifs sont alors plus importants : 180 000 adhérents. Elle sera dissoute en 1933.

Conseil de la Révolution : organisme politico-militaire créé puis institutionnalisé le 17 mars 1975 par le MFA pour remplacer la Junte de salut national et le Conseil d'État, suite au coup d'État raté du 11 mars 1975. Au départ, il incluait 25 membres, tous militaires, dont le président de la République et Premier ministre (s'il s'agissait d'un militaire). Cet organisme parallèle, qui se proclamait «*moteur de la révolution*», exerçait une véritable tutelle sur le pouvoir politique et avait des pouvoirs très étendus (choix du président de la République en son sein ; définition des lignes générales de la politique économique, sociale et financière ; définition des libertés d'expression dans tous les domaines ; proclamation de l'état de siège et de l'état d'urgence, déclarations de guerre et négociations de paix, mise en tutelle possible du Parlement, etc.). Il décida de nationaliser les banques et les assurances (qui seront reprivatisées en 1989) et de lancer une «réforme agraire» (d'ailleurs, liquidée dès 1977). Rapidement il se divisa en factions et groupes qui s'affrontèrent. A partir de 1976, ses pouvoirs déclinèrent progressivement. En effet, une partie des militaires, dont le général Eanes, président de la République de 1976 à 1986, voulaient eux-mêmes dépolitiser l'armée et redonner le pouvoir aux partis socialiste et de droite. A la dissolution du Conseil en 1982, ses pouvoirs furent répartis entre le Conseil d'État, le Conseil constitutionnel et l'Assemblée.

Conseil des Vingt : organisme informel qui, entre le 25 avril 1974 et le 11 mars 1975, réunissait tous les militaires ayant des responsabilités gouvernementales ou politico-militaires, il fut remplacé par le Conseil de la Révolution, le 17 mars 1975, aux pouvoirs très définis.

Champalimaud : groupe fondé par António de Sommer Champalimaud (1918-2004). Sous le salazarisme, cet homme d'affaires investit notamment dans l'assurance, l'immobilier, les activités bancaires, la sidérurgie, la pâte à papier et les ciments. «*Le groupe Champalimaud – à la tête duquel se trouve M. António Champalimaud (qui a épousé l'une des sœurs Mello, du groupe CUF) – a développé sa puissance en dominant d'abord la production de ciment au Portugal, en Angola, au Mozambique et au Brésil. Il s'est ensuite intéressé à la sidérurgie, notamment en Angola, où il acquiert également des intérêts dans les mines de fer, puis à l'industrie métallurgique. Le groupe Champalimaud est essentiellement tourné vers les colonies et le Brésil*²⁰» En 2004 (donc trente ans après les nationalisations de 1975) Champalimaud était l'homme le plus riche du Portugal ! Revenu dans son pays natal en 1992, il prit le contrôle de plusieurs banques, qu'il acheta et revendit plusieurs fois avant de se retirer au Brésil où il possédait de grandes exploitations agricoles spécialisées dans l'agriculture et l'élevage.

COPCON (Commando opérationnel du continent) : créé en juillet 1974, il a pour fonction de maintenir et rétablir l'ordre public. Il est constitué de trois bataillons de rangers revenus de Guinée et d'Angola. Cette formation aura souvent l'occasion d'intervenir contre les grèves et les manifestations.

Costa Gomes, Francisco (1914-2001) : actif aussi bien dans les bureaux (à l'OTAN et au ministère de la Défense) que sur le terrain, à Macao, puis durant les guerres coloniales au Mozambique puis en Angola, mais partisan d'une «solution politique» qui consistait à «gagner le cœur» (?) des colonisés, il grimpe dans la hiérarchie militaire jusqu'à devenir chef d'état-major général des forces armées. L'un des sept militaires de la

²⁰ «L'enjeu économique international d'une décolonisation : le cas de l'Angola (II)», *Le Courrier hebdomadaire du CRISP* 1975/6, n° 672).

*tourné vers les colonies et le Brésil*²⁰.» En 2004 (donc trente ans après les nationalisations de 1975) Champalimaud était l'homme le plus riche du Portugal ! Revenu dans son pays natal en 1992, il prit le contrôle de plusieurs banques, qu'il acheta et revendit plusieurs fois avant de se retirer au Brésil où il possédait de grandes exploitations agricoles spécialisées dans l'agriculture et l'élevage.

COPCON (Commando opérationnel du continent) : créé en juillet 1974, il a pour fonction de maintenir et rétablir l'ordre public. Il est constitué de trois bataillons de rangers revenus de Guinée et d'Angola. Cette formation aura souvent l'occasion d'intervenir contre les grèves et les manifestations.

Costa Gomes, Francisco (1914-2001) : actif aussi bien dans les bureaux (à l'OTAN et au ministère de la Défense) que sur le terrain, à Macao, puis durant les guerres coloniales au Mozambique puis en Angola, mais partisan d'une «solution politique» qui consistait à «gagner le cœur» (?) des colonisés, il grimpe dans la hiérarchie militaire jusqu'à devenir chef d'état-major général des forces armées. L'un des sept militaires de la Junte de salut national formée après le 25 avril, il succède à Spínola en septembre 1974 au poste de président de la République jusqu'en juillet 1976. Il a toujours été considéré comme très proche du Parti communiste.

CUF : Propriété de la famille Mello, «la CUF est à la tête du plus puissant groupe industriel portugais: il détient plus du dixième du capital social de toutes les sociétés portugaises. A partir d'une usine de savon créée en 1864, la CUF a progressivement étendu ses activités à l'industrie chimique, à l'industrie textile, à la cellulose, au papier, puis à l'industrie métallurgique, aux chantiers navals, aux transports maritimes, au raffinage du pétrole et à la pétrochimie. Elle contrôle la première banque d'affaires du pays (Banco Totta e Açores), le groupe d'assurances le plus actif, l'industrie alimentaire et la construction immobilière, possède des chaînes de supermarchés, d'hôtels, de restaurants et de casinos²¹.» Évidemment la CUF s'intéresse aux colonies, donc à l'Angola, où elle investit dans «le secteur bancaire, le commerce, les plantations, le cuivre, la chimie, le textile, le matériel électrique et électronique». Lors de sa nationalisation en 1975 le groupe Mello regroupait 180 entreprises, plus de 110 000 salariés et son activité 5% du PIB de l'époque. Et il continue à prospérer, notamment dans la santé (20 hôpitaux et cliniques)²².

Cunhal, Alvaro (1918-2005) : fils d'avocat, Cunhal rejoint le PCP à 18 ans. Prisonnier entre 1937 et 1940, puis entre 1949 et 1960, il est torturé, placé en isolement pendant 8 ans mais ne donne aucun nom à ses tortionnaires. Il s'évade avec d'autres militants en 1960 et part en exil, en URSS puis en France. Il occupa le poste de secrétaire général du Comité central entre 1961 et 1992, fut quatre fois ministre et député entre 1975 et 1992.

Cupertino : groupe important fondé par Arthur Cupertino de Miranda. Il créa le Banco Português do Atlântico qui devint la première banque du Portugal dans les années 1960 et 1970. Mais ses descendants ont fini par vendre leurs biens et ce groupe a disparu.

Delgado, Humberto (1906-1965) : général de l'armée de l'air et homme politique. Fervent soutien du salazarisme et admirateur de Hitler, il prit un masque démocratique au début des années 1950. Il se présenta aux élections présidentielles de 1958 qu'il perdit, puis s'exila au Brésil et enfin en Algérie, invité par Ben Bella. Il fut assassiné par un agent de la PIDE en tentant de rentrer clandestinement au Portugal

Document des Neuf : Document rédigé par Melo Antunes pour s'opposer à la «gauche» du MFA au sein du Conseil de la Révolution, avec l'appui du PS et des partis de droite.

Duarte Ferreira (famille) : dépourvu de diplôme et de piston familial, Eduardo Duarte Ferreira (1856-1948) fonde un petit atelier qui construit une charrue en métal ; l'atelier devient une entreprise métallurgique, puis un groupe international (machines agricoles, presses, pièces pour automobiles, locomotives, camions militaires,

²⁰ «L'enjeu économique international d'une décolonisation : le cas de l'Angola (II)», *Le Courrier hebdomadaire du CRISP* 1975/6, n° 672).

²¹ *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 1975/6, n° 672, op. cit.

²² Cf. sur son site officiel : la liste des entreprises qu'il contrôle : <https://www.josedemello.pt/empresas/>.

Cupertino : groupe important fondé par Arthur Cupertino de Miranda. Il créa le Banco Português do Atlântico qui devint la première banque du Portugal dans les années 1960 et 1970. Mais ses descendants ont fini par vendre leurs biens et ce groupe a disparu.

Delgado, Humberto (1906-1965) : général de l'armée de l'air et homme politique. Fervent soutien du salazarisme et admirateur de Hitler, il prit un masque démocratique au début des années 1950. Il se présenta aux élections présidentielles de 1958 qu'il perdit, puis s'exila au Brésil et enfin en Algérie, invité par Ben Bella. Il fut assassiné par un agent de la PIDE en tentant de rentrer clandestinement au Portugal

Document des Neuf : Document rédigé par Melo Antunes pour s'opposer à la «gauche» du MFA au sein du Conseil de la Révolution, avec l'appui du PS et des partis de droite.

Duarte Ferreira (famille) : dépourvu de diplôme et de piston familial, Eduardo Duarte Ferreira (1856-1948) fonde un petit atelier qui construit une charrue en métal ; l'atelier devient une entreprise métallurgique, puis un groupe international (machines agricoles, presses, pièces pour automobiles, locomotives, camions militaires, et... articles domestiques). Patron ultra paternaliste, apprécié du régime de Salazar, il crée le premier système d'aide sociale du Portugal dans sa petite ville natale et pour ses ouvriers. En 1974, l'entreprise compte 2 300 salariés. Le groupe sera liquidé et vendu entre 1994 et 1996 et ses installations seront reprises par d'autres sociétés.

ELP (Exército de Libertação de Portugal, Armée de libération du Portugal) : organisation terroriste d'extrême droite créée par un ancien vice-directeur de la PIDE-DGS en janvier 1975 à Madrid et qui organisa des attentats contre des sièges du PCP (surtout dans le Nord), de groupes d'extrême gauche et l'ambassade de Cuba.

Espirito Santo : nom d'une dynastie de banquiers portugais, puis après 1975 d'un groupe financier international. Si un premier établissement bancaire fut fondé en 1884 par José Maria Espírito Santo Silva, le Banco Espírito Santo proprement dit fut créé en 1920 par ses enfants. En 1974, elle est la deuxième banque la plus importante du pays et dispose d'un très solide réseau international qui lui sera fort utile lors de sa nationalisation, en 1975, et de «l'exil» (doré) de ses dirigeants.

Jusqu'en 1974, *«le groupe Espírito Santo est leader sur le marché national du sucre (avec la Sociedade Agrícola do Cassequel, en Angola, la Sociedade Agrícola do Incomati, au Mozambique et la raffinerie de Sores sur le continent) et du café (avec les plantations de café de la Companhia Angola de Agricultura et l'industrie de torréfaction de Tofa à Lisbonne) ; en Angola, il possède la Sociedade Agrícola do Quanza Sul, avec plusieurs milliers d'hectares de cultures diversifiées, et occupe une position importante dans l'exploration pétrolière (en Angola, elle est l'un des principaux partenaires de Petrangol et de Purfina, et en Angola métropolitain, elle participe à deux raffineries appartenant à l'État - Sacor et Sopa). [...] Dans le domaine industriel, le Groupe Espírito Santo détient des participations dans la Companhia Portuguesa de Celulose, Socel, INAPA, Firestone Portugal, Gás Cidla, Marconi, Central de Cervejas, Tabaqueira Intar et l'entreprise textile angolaise Siga, Cervejas da Angola; il est le principal actionnaire de la Companhia Portuguesa de Electricidade et détient une participation dans l'important groupe portugais Ammonia.»* (M.A. Pedroso de Lima, 2003)

Le groupe reprend ses activités au Portugal en 1986 et est actif en Angola, au Brésil et en Espagne, mais la banque est mise en liquidation en 2016, notamment à cause de sa mauvaise gestion.

Fabião, Carlos Alberto Soares (1930-2006) : major ayant servi en Guinée portugaise, membre du mouvement des capitaines, puis successivement de la Junte de salut national, du Conseil d'Etat et du Conseil de la révolution.

FNLA (Frente Nacional de Libertação de Angola): mouvement créé en 1956, soutenu après l'indépendance par le Zaïre de Mobutu. Il n'a que peu participé à la guerre civile (1975-2002) et est devenu un parti politique depuis 1992, avec un seul député aujourd'hui.

Freitas do Amaral, Diego (1941-2019): professeur d'université, député, plusieurs fois ministre, président du CDS-Partido Popular, il fit partie de ceux qui réformèrent la Constitution (jugée trop «à gauche») en 1982 et supprimèrent le Conseil de la Révolution avec l'appui de la droite et du PS.

FRELIMO (Front de libération du Mozambique) : créé en 1962, ce mouvement résulte de la fusion de plusieurs mouvements nationalistes. En 1974, il négocie l'indépendance du pays avec le Portugal. Il devient

Tabaqueira Intar et l'entreprise textile angolaise Siga, Cervejas da Angola; il est le principal actionnaire de la Companhia Portuguesa de Electricidade et détient une participation dans l'important groupe portugais Ammonia.» (M.A. Pedroso de Lima, 2003)

Le groupe reprend ses activités au Portugal en 1986 et est actif en Angola, au Brésil et en Espagne, mais la banque est mise en liquidation en 2016, notamment à cause de sa mauvaise gestion.

Fabião, Carlos Alberto Soares (1930-2006) : major ayant servi en Guinée portugaise, membre du mouvement des capitaines, puis successivement de la Junte de salut national, du Conseil d'Etat et du Conseil de la révolution.

FNLA (Frente Nacional de Libertação de Angola): mouvement créé en 1956, soutenu après l'indépendance par le Zaïre de Mobutu. Il n'a que peu participé à la guerre civile (1975-2002) et est devenu un parti politique depuis 1992, avec un seul député aujourd'hui.

Freitas do Amaral, Diego (1941-2019): professeur d'université, député, plusieurs fois ministre, président du CDS-Partido Popular, il fit partie de ceux qui réformèrent la Constitution (jugée trop «à gauche») en 1982 et supprimèrent le Conseil de la Révolution avec l'appui de la droite et du PS.

FRELIMO (Front de libération du Mozambique) : créé en 1962, ce mouvement résulte de la fusion de plusieurs mouvements nationalistes. En 1974, il négocie l'indépendance du pays avec le Portugal. Il devient officiellement «marxiste-léniniste» en 1977 et le restera jusqu'en 1989. Il demeure au pouvoir jusqu'à aujourd'hui.

FSP (Frente Socialista Popular) : groupe issu de la «gauche» du PS en 1974, il soutiendra la candidature d'Otelo Saraiva de Carvalho (tout comme l'UDP et d'autres groupes dits d'extrême gauche) aux élections présidentielles de 1976.

FUR (Frente de Unidade Revolucionaria) : front créé le 25 août 1975 qui regroupe le PCP, le MDP/CDE, le MES ; le FSP, la LUAR, la LCI (minuscule groupe trotskiste) et le PRP/BR, avec l'intention de soutenir et de faire pression sur le 5e Gouvernement provisoire et en réaction aux manifestations promues par le PS. Ce front n'aura qu'une durée éphémère d'autant plus que le PC s'en retirera.

GNR (Garde nationale républicaine) : fondée en 1911, cette force militaire a une capacité d'intervention sur tous les terrains concernant la sécurité publique, de la répression des grèves et des manifestations, à la surveillance et l'arrestation des opposants politiques. Elle est active dans les campagnes ainsi que les villes petites et moyennes, quadrillant ainsi tout le territoire.

Gonçalves, Vasco (1921-2005) : colonel ayant combattu dans les colonies, il rejoint le MFA en décembre 1973, et proche du PCP. Membre du Conseil de la Révolution en mars 1975. Premier ministre dans les 2^e, 3^e, 4^e et 5^e Gouvernements provisoires, il mit en place un grand plan de nationalisations (banques, assurances, transports, la CUF, la Lisnave, etc.), soutient l'occupation de milliers d'hectares principalement dans l'Alentejo, ainsi que l'unification syndicale sous la houlette du PC, ce qui soulève l'hostilité du PS et de la droite (CDS, PPD).

Grácio, Rui dos Santos (1921-1991): professeur de lycée, chercheur en sciences de l'éducation, secrétaire d'État à l'orientation éducative dans les Gouvernements provisoires n°1 et 2, il est l'un des fondateurs et dirigeants du Parti socialiste.

«Groupe des Neuf» : créé au sein du Conseil de la Révolution et dirigé par Melo Antunes, ce groupe devint rapidement hégémonique au sein du Conseil. Il contribua à diminuer le pouvoir global du MFA et à augmenter celui du PS et des partis de droite.

Guinée-Bissau : région colonisée par le Portugal en 1879, elle obtient son indépendance en 1974 grâce à la lutte militaire du PAIGC, mais doit se séparer du Cap-Vert en 1980.

Gulbenkian, Fondation : Calouste Sarkis Gulbenkian (1869-1955), ingénieur, expert financier et homme d'affaires, fit fortune dans le pétrole et acheta plus de 6000 œuvres d'art. Il soutint financièrement des organisations humanitaires et religieuses de la diaspora arménienne dont il était originaire. Son héritage permit de créer la Fondation (en 1956) et le Musée (en 1975) portant son nom au Portugal. La Fondation est également active en France et au Royaume-Uni.

Grácio, Rui dos Santos (1921-1991): professeur de lycée, chercheur en sciences de l'éducation, secrétaire d'État à l'orientation éducative dans les Gouvernements provisoires n° 1 et 2, il est l'un des fondateurs et dirigeants du Parti socialiste.

«**Groupe des Neuf**» : créé au sein du Conseil de la Révolution et dirigé par Melo Antunes, ce groupe devint rapidement hégémonique au sein du Conseil. Il contribua à diminuer le pouvoir global du MFA et à augmenter celui du PS et des partis de droite.

Guinée-Bissau : région colonisée par le Portugal en 1879, elle obtient son indépendance en 1974 grâce à la lutte militaire du PAIGC, mais doit se séparer du Cap-Vert en 1980.

Gulbenkian, Fondation : Calouste Sarkis Gulbenkian (1869-1955), ingénieur, expert financier et homme d'affaires, fit fortune dans le pétrole et acheta plus de 6000 œuvres d'art. Il soutint financièrement des organisations humanitaires et religieuses de la diaspora arménienne dont il était originaire. Son héritage permit de créer la Fondation (en 1956) et le Musée (en 1975) portant son nom au Portugal. La Fondation est également active en France et au Royaume-Uni.

Ilhas : «*À Porto, ce n'est pas tant la bourgeoisie industrielle qui investit dans le logement de ses travailleurs que la petite et moyenne bourgeoisie disposant de petites économies et profitant de l'arrière-cour de leur maison ou du terrain situé à l'arrière de leur résidence pour construire de minuscules maisons louées par la suite à des prix élevés. Ainsi, au tournant du XIX^e siècle, près de la moitié de la population [de Porto] vit sur des îlas [...] situées à proximité des principaux noyaux industriels*²³». Comme l'explique Wikipedia en portugais : «*Les maisons bourgeoises étaient construites sur les 30 premiers mètres de la rue, et il restait environ 70 mètres à l'arrière des maisons. Le propriétaire ouvrait un passage sous la maison par un couloir jusqu'au fond de la cour, d'une largeur de 1 à 2 mètres, et construisait de part et d'autre de petites habitations précaires. Il s'agit de petites habitations dont la surface ne dépasse pas 16 m² (certaines ne font que 9 m²), construites en rangée (parfois aussi dos à dos), dans les cours des maisons bourgeoises qui donnent sur la rue. Les façades de ces habitations mesuraient généralement environ 4 mètres de long, avec une porte et une fenêtre (qui donnait sur le couloir central). La première pièce, qui occupait presque toute la maison, était le salon. Au fond, il y avait une chambre à coucher de 2,5 m sur 1,5 m et une cuisine de 1,5 m sur 1,5 m. Parfois, une petite pièce était improvisée dans le couloir central. Parfois, une petite pièce était improvisée dans le grenier. Il y avait, en moyenne, un toilette pour 5 maisons.*»

Institut national du travail et du bien être (*sic* !): créé en 1933, aux débuts de la dictature de Salazar, cet organisme est censé veiller à l'application des lois sur la «protection» (traduire le contrôle policier) des travailleurs et des lois à caractère «social» (corporatistes, donc).

Intersindical : «*L'Intersyndicale naquit en octobre 1970, lorsque les syndicats des métallurgistes, des caissiers de Lisbonne, des filatures de laine et des employés de banque convoquèrent une réunion en présence de treize syndicats et commencèrent à imaginer une structure de coordination des luttes syndicales. L'Intersyndicale initia une lutte pour le salaire minimum alliée à la lutte pour les libertés d'association, d'expression et de réunion. L'action de l'Intersyndicale continua jusqu'en avril 1974, date à laquelle elle se transforma en Centrale unique des travailleurs, au sein de laquelle le PCP exerça une influence beaucoup plus grande que celle qu'il avait eue dans le mouvement ayant donné naissance à cette structure.*» (Mendes Abadia, 2010).

Junta de Salut National (Junta de Salvação Nacional : Après le coup d'État du 25 avril 1974, la Commission de coordination du programme du MFA remit le pouvoir à la Junta de salut national (JSN) composée de 7 officiers provenant de l'armée de terre (le général Spínola, également président de la Junta ; le général Costa Gomes et le général de brigade Silvério Marques) ; de la marine (les capitaines Rosa Coutinho et Pinheiro de Azevedo) et de l'armée de l'air (le colonel Galvão de Melo et le général Neto). La Junta dirigea la République

²³ Article d'Helena Vilaça tiré de *Associativismo e movimentos sociais – modalidades de participação*, Faculté de lettres de Porto 1994, <https://ler.letras.up.pt/uploads/ficheiros/1318.pdf>.

Intersindical : «*L'Intersyndicale naquit en octobre 1970, lorsque les syndicats des métallurgistes, des caissiers de Lisbonne, des filatures de laine et des employés de banque convoquèrent une réunion en présence de treize syndicats et commencèrent à imaginer une structure de coordination des luttes syndicales. L'Intersyndicale initia une lutte pour le salaire minimum allée à la lutte pour les libertés d'association, d'expression et de réunion. L'action de l'Intersyndicale continua jusqu'en avril 1974, date à laquelle elle se transforma en Centrale unique des travailleurs, au sein de laquelle le PCP exerça une influence beaucoup plus grande que celle qu'il avait eue dans le mouvement ayant donné naissance à cette structure.*» (Mendes Abadia, 2010).

Junta de Salut National (Junta de Salvação Nacional) : Après le coup d'Etat du 25 avril 1974, la Commission de coordination du programme du MFA remit le pouvoir à la Junta de salut national (JSN) composée de 7 officiers provenant de l'armée de terre (le général Spínola, également président de la Junta ; le général Costa Gomes et le général de brigade Silvério Marques) ; de la marine (les capitaines Rosa Coutinho et Pinheiro de Azevedo) et de l'armée de l'air (le colonel Galvão de Melo et le général Neto). La Junta dirigea la République collectivement, puis désigna Spínola comme chef de l'État en mai. Ce dernier démissionna après le coup raté du 28 septembre 1974 ainsi que ses compères Silvério Marques, Neto et Galvão de Melo, remplacés par cinq autres officiers. La Junta exista jusqu'à la tentative de coup d'État du 11 mars 1975, et fut remplacée par le Conseil de la Révolution qui, lui, ne fut dissous qu'en septembre 1982.

Legião Portuguesa : organisation paramilitaire créée en 1936. Cette milice chargée de la défense civile pendant la seconde guerre mondiale collaborait avec la PIDE en mobilisant des informateurs et servait aussi à réprimer les manifestations et les grèves.

Lourenço, Vasco Correia (1942-) : officier ayant participé aux guerres coloniales (Guinée), il est membre de la Commission politique du MFA, puis, successivement, du Conseil d'État, du Conseil des 20 et du Conseil de la Révolution jusqu'à la disparation de cet organe en 1982.

LUAR (Ligue d'unité et d'action révolutionnaire) (1967-1976): petit groupe d'extrême gauche, «guévariste», prônant la lutte armée et procédant à des expropriations de banques. «*La LUAR, autre groupe militariste, a connu des transformations profondes (apport d'ex-maoïstes notamment). La LUAR a une structure organisationnelle beaucoup moins rigide que celle du PRP et c'est ce qui explique le rôle de nombre de ses groupes locaux dans les occupations de terres, de palais et de maisons vides*» dans les années 1974-1975 (Bernardo, 1975). Deux des fondateurs terminèrent l'un au PPD-PSD, l'autre au PS.

Maia, Salgueiro (1944-1992): fils de cheminot, cet officier participa à la guerre coloniale et adhéra au mouvement des capitaines en 1973 qui devint le MFA. Il commanda la colonne blindée qui força la reddition de Caetano et réussit à éviter un bain de sang le 25 avril par son sang-froid et ses capacités à négocier. Son refus d'accepter un certain nombre de postes prestigieux (membre du Conseil de la Révolution*, attaché militaire, gouverneur civil) contribua également à lui procurer la stature d'un «héros» sympathique, personnage de romans, de films et de séries.

Maison du peuple (Casa do povo) : structure associative locale de l'*Estado Novo*, État corporatiste mis en place en 1933 par Salazar. Cette structure, très présente dans les campagnes, prétendait à la fois animer la vie économique, sociale et culturelle et «défendre les intérêts» des travailleurs agricoles (ceux que le régime fasciste jugeait légitimes), tout en fournissant des services d'assistance sociale... très réduits.

Maison des pêcheurs : élément de base du contrôle territorial, tout comme les maisons du peuple dans les campagnes, il est censé organiser ensemble les pêcheurs, les entreprises de pêche, les armateurs et les propriétaires de bateaux pour «aider» (surveiller attentivement) les marins, distribuer quelques aides sociales, et organiser les ventes de poissons. Ces maisons ont disparu en 1976 pour être remplacées par des caisses de prévoyance et d'allocations familiales pour les pêcheurs professionnels.

Marcelismo : politique mise en œuvre par Marcelo Caetano, ministre des Colonies, qui devint président du Conseil en 1968 suite à la maladie, puis la mort du dictateur Salazar, au pouvoir depuis 1926

Marques, Jaime Silvério (1915-1986) : gouverneur de Macao, membre de la haute bureaucratie militaire, il est nommé commandant en Angola, puis collabore avec Spínola en Guinée. Arrêté le 25 avril par des militaires

gouverneur civil) contribua également à lui procurer la stature d'un «héros» sympathique, personnage de romans, de films et de séries.

Maison du peuple (*Casa do povo*) : structure associative locale de l'*Estado Novo*, État corporatiste mis en place en 1933 par Salazar. Cette structure, très présente dans les campagnes, prétendait à la fois animer la vie économique, sociale et culturelle et «défendre les intérêts» des travailleurs agricoles (ceux que le régime fasciste jugeait légitimes), tout en fournissant des services d'assistance sociale... très réduits.

Maison des pêcheurs : élément de base du contrôle territorial, tout comme les maisons du peuple dans les campagnes, il est censé organiser ensemble les pêcheurs, les entreprises de pêche, les armateurs et les propriétaires de bateaux pour «aider» (surveiller attentivement) les marins, distribuer quelques aides sociales, et organiser les ventes de poissons. Ces maisons ont disparu en 1976 pour être remplacées par des caisses de prévoyance et d'allocations familiales pour les pêcheurs professionnels.

Marcelismo : politique mise en œuvre par Marcelo Caetano, ministre des Colonies, qui devint président du Conseil en 1968 suite à la maladie, puis la mort du dictateur Salazar, au pouvoir depuis 1926

Marques, Jaime Silvério (1915-1986) : gouverneur de Macao, membre de la haute bureaucratie militaire, il est nommé commandant en Angola, puis collabore avec Spínola en Guinée. Arrêté le 25 avril par des militaires rebelles, il est libéré aussitôt pour devenir... l'un des 7 membres de la Junte de salut national ! Il en sera écarté après la tentative ratée de manifestation de la «majorité silencieuse», à la fin septembre 1974.

Martins Pereira, João (1932-2008): ingénieur, auteur d'ouvrages économiques d'orientation marxiste, et fondateur du MES, il fut brièvement secrétaire d'État à l'Industrie et à la technologie dans le 6^e Gouvernement provisoire et s'occupa des grandes entreprises industrielles qui avaient été nationalisées (la sidérurgie, l'industrie du ciment, les chantiers navals, la chimie lourde, la pétrochimie et l'industrie de la cellulose). Une fois sa tâche achevée, il quitta le gouvernement, soutint la candidature aux présidentielles d'Otelo de Carvalho en 1976 puis, en 1999, la fondation du Bloque de Esquerda (Bloc de gauche).

Mau-Mau, révolte des : mouvement paysan insurrectionnel survenu durant les années 1952-1956 au Kenya. Expropriés de leurs terres, les Kikuyu se révoltent contre la colonisation. Comme l'armée britannique est beaucoup mieux équipée et expérimentée, elle se livre à une répression sanglante et à des dizaines de milliers d'arrestations.

Melo, Galvão de (1921-2008): militaire membre de la Junte de salut national en 1974, il en est exclu par la «gauche» militaire après le 28 septembre 1974 Député apparenté au CDS puis candidat aux présidentielles de 1980.

Melo Antunes, Ernesto Augusto de (1933-1999): envoyé trois fois combattre en Angola entre 1963 et 1973, il est le co-auteur de plusieurs documents programmatiques fondamentaux du MFA. Ministre dans les 2^e et 4^e Gouvernements provisoires, il fit partie du Conseil des Vingt, et du Conseil de la Révolution. «[...] *il présenta un plan à la veille du coup d'État du 11 mars 1975, qui devint le Deuxième Programme du MFA ; ce plan prenait en compte l'importance du capitalisme privé et d'un État qui jouerait le rôle d'un mécanisme de contrôle et de redistribution du capital entre différents secteurs dont le MFA déciderait quels étaient les plus essentiels*» (Mailer, 1978). *Le plan de Melo Antunes cherchait à établir un compromis avec les monopoles : seulement 51% des grands monopoles seraient nationalisés ; ils continueraient à préserver leur domination mais devraient accepter d'améliorer un peu la condition des travailleurs. En raison de l'opposition populaire, le coup d'État de Spínola fut étouffé le 11 mars 1975 et, dès lors, le MFA assumait ouvertement le contrôle du gouvernement.*» (Mendes, Abadia, 2012). Par la suite, Melo Antunes, fut l'un des principaux rédacteurs du «Document des Neuf» en août 1975 et rejoignit officiellement le PS en 1991.

Mello : Propriété de la famille Mello, «*la CUF est à la tête du plus puissant groupe industriel portugais: il détient plus du dixième du capital social de toutes les sociétés portugaises. A partir d'une usine de savon créée en 1864, la CUF a progressivement étendu ses activités à l'industrie chimique, à l'industrie textile, à la cellulose, au papier, puis à l'industrie métallurgique, aux chantiers navals, aux transports maritimes, au raffinage du pétrole et à la pétrochimie. Elle contrôle la première banque d'affaires du pays (Banco Totta e Açores), le groupe d'assurances le plus actif, l'industrie alimentaire et la construction immobilière, possède des chaînes de*

plan prenait en compte l'importance du capitalisme privé et d'un Etat qui jouerait le rôle d'un mécanisme de contrôle et de redistribution du capital entre différents secteurs dont le MFA déciderait quels étaient les plus essentiels» (Mailer, 1978). *Le plan de Melo Antunes cherchait à établir un compromis avec les monopoles : seulement 51% des grands monopoles seraient nationalisés ; ils continueraient à préserver leur domination mais devraient accepter d'améliorer un peu la condition des travailleurs. En raison de l'opposition populaire, le coup d'État de Spínola fut étouffé le 11 mars 1975 et, dès lors, le MFA assumait ouvertement le contrôle du gouvernement.*» (Mendes, Abadia, 2012). Par la suite, Melo Antunes, fut l'un des principaux rédacteurs du «Document des Neuf» en août 1975 et rejoignit officiellement le PS en 1991.

Mello : Propriété de la famille Mello, «*la CUF est à la tête du plus puissant groupe industriel portugais: il détient plus du dixième du capital social de toutes les sociétés portugaises. A partir d'une usine de savon créée en 1864, la CUF a progressivement étendu ses activités à l'industrie chimique, à l'industrie textile, à la cellulose, au papier, puis à l'industrie métallurgique, aux chantiers navals, aux transports maritimes, au raffinage du pétrole et à la pétrochimie. Elle contrôle la première banque d'affaires du pays (Banco Totta e Açores), le groupe d'assurances le plus actif, l'industrie alimentaire et la construction immobilière, possède des chaînes de supermarchés, d'hôtels, de restaurants et de casinos*»²⁴. Évidemment la CUF s'intéresse aux colonies, donc à l'Angola, où elle investit dans «le secteur bancaire, le commerce, les plantations, le cuivre, la chimie, le textile, le matériel électrique et électronique». Lors de sa nationalisation en 1975 le groupe Mello regroupait 180 entreprises, plus de 110 000 salariés et son activité 5% du PIB de l'époque. Et il continue à prospérer²⁵.

MES (Movimento da Esquerda Socialista): ce petit parti créé en février 1975 regroupant des ex-membres de la CDE, des étudiants et des syndicalistes catholiques de gauche se réclame au départ du marxisme et de la dictature du prolétariat. Certains de ses militants occupaient des postes influents au sein du MFA. Par la suite de nombreux cadres du MES ont rejoint le Parti socialiste.

MFA (Movimento das Forças Armadas) : formé au départ par de jeunes capitaines engagés dans les guerres coloniales, ce groupe de militaires s'opposa de plus en plus au régime de Salazar/Caetano et finit par le renverser le 25 avril 1974. Traversé par plusieurs tendances politiques dès le départ (de la droite à l'extrême gauche), il exerça le pouvoir jusqu'en novembre 1975. Sur les cinq premiers Gouvernements provisoires, quatre furent dirigés par le général Vasco Gonçalves, proche du PCP. Les deux présidents de la République (les généraux Spínola et Costa Gomes) durant ces deux ans furent nommés par les sept membres de la Junte de salut national*, issue du MFA, puis par le Conseil de la Révolution*. Rappelons que jusqu'en 1986 – année de l'intégration du Portugal dans la Communauté économique européenne –, le président de la République fut un militaire (le général Ramalho Eanes).

Mortagua, Carlos (1934-) : en 1961, il participe à deux opérations : le détournement du paquebot *Santa Maria* pour soutenir le général Humberto Delgado, puis le détournement d'un avion de la TAP pour distribuer 100 000 tracts au-dessus de Lisbonne et plusieurs autres villes. En 1967, il dévalise une banque avec trois autres militants. Un mois plus tard, réfugié en France, il fonde la LUAR. En avril 1975 il participe à l'occupation d'un immense domaine de 1 700 hectares, occupation qui sera l'objet du documentaire de Thomas Harlan Torre Bela (cf. <https://www.youtube.com/watch?v=L60iWT38gvk>).

MPLA : né en 1956 de la fusion entre le Parti communiste angolais et le Parti de la lutte unifiée pour les Africains en Angola, par des militants angolais, mozambicains, bissau-guinéens et cap-verdiens, le MPLA conquiert le pouvoir en 1975, tout en combattant deux autres mouvements, l'UNITA et le FNLA, soutenus par les Etats-Unis, l'Afrique du Sud et le Zaïre (mais aussi la France). La guerre civile entre ces organisations durera jusqu'en 2002.

²⁴ Courrier hebdomadaire du CRISP ,1975/6, n° 672, op. cit.

²⁵ Cf. sur son site officiel : la liste des entreprises qu'il contrôle : <https://www.josedemello.pt/empresas/>.

que jusqu'en 1986 – année de l'intégration du Portugal dans la Communauté économique européenne –, le président de la République fut un militaire (le général Ramalho Eanes).

Mortagua, Carlos (1934-) : en 1961, il participe à deux opérations : le détournement du paquebot *Santa Maria* pour soutenir le général Humberto Delgado, puis le détournement d'un avion de la TAP pour distribuer 100 000 tracts au-dessus de Lisbonne et plusieurs autres villes. En 1967, il dévalise une banque avec trois autres militants. Un mois plus tard, réfugié en France, il fonde la LUAR. En avril 1975 il participe à l'occupation d'un immense domaine de 1 700 hectares, occupation qui sera l'objet du documentaire de Thomas Harlan Torre Bela (cf. <https://www.youtube.com/watch?v=L60iWT38gvk>).

MPLA : né en 1956 de la fusion entre le Parti communiste angolais et le Parti de la lutte unifiée pour les Africains en Angola, par des militants angolais, mozambicains, bissau-guinéens et cap-verdiens, le MPLA conquiert le pouvoir en 1975, tout en combattant deux autres mouvements, l'UNITA et le FNLA, soutenus par les Etats-Unis, l'Afrique du Sud et le Zaïre (mais aussi la France). La guerre civile entre ces organisations durera jusqu'en 2002.

MRPP/PCOP (Mouvement de réorganisation du parti du prolétariat/Parti communiste ouvrier portugais) : ce groupe maoïste créé en 1970, «résulte de la fusion d'un groupe étudiantin (EDE) et d'un secteur des jeunesses ouvrières du PCP. C'est le seul groupe maoïste de cette période qui a une petite implantation ouvrière mais il la perdra assez vite» (Bernardo, 1975). Rebaptisé PCTP en décembre 1976, il s'est fait connaître par ses peintures murales dans les années 1974/1975 et ses violents discours contre le PCP. «Le MRPP refuse toute alliance et combat toute autre organisation. Tout ce qui naît en dehors de son influence est considéré comme réactionnaire ou inexistant. Il se désintéresse des commissions de travailleurs. Le MRPP est une organisation activiste qui déploie une intense activité publicitaire et c'est ce qui explique la renommée mondiale d'une organisation dont l'importance effective est minime.» (idem)

Neto, Manuel Diogo (1924-1995) : fidèle serviteur du régime salazariste dans les colonies (Angola, Guinée Bissau et Mozambique), il est grimpe tous les échelons jusqu'à celui de général en 1973 ; politiquement proche de Spínola, il occupera le poste chef d'état-major de l'armée de l'air, entre le 29 avril 1974 et le 29 septembre 1974, et demandera sa retraite deux jours après que Spínola eut échoué, une première fois, à renverser le régime issu du 25 avril..

Neto, Agostinho (1922-1979): médecin et militant emprisonné à plusieurs reprises avant l'indépendance, il dirige le MPLA, soutenu par l'URSS et Cuba, et devient le premier président de la République populaire d'Angola en 1975.

Neves, Jaime (en réalité Jaime Alberto Gonçalves das Neves, 1936-2013) : officier ayant servi en Angola et au Mozambique, il est notamment responsable du massacre d'au moins 380 civils à Wiri Yamu (Mozambique), en 1971, meurtres accompagnés de nombreux viols, même s'il a toujours nié ces crimes de guerre. Il a été promu colonel pour sa participation à la répression contre le coup d'État du 25 novembre 1975. Retraité, il a fondé une société de sécurité privée dont l'uniforme fait allusion aux commandos qu'il a dirigés.

PAIGC (Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert): parti politique créé en 1956 et soutenu par l'URSS. En Guinée continentale, ses 10 000 soldats combattent les 35000 soldats portugais. Une fois l'indépendance acquise, il se transforme en PAICV (Parti pour l'indépendance du Cap-Vert) en 1980, suite à la séparation avec la Guinée-Bissau. Il dirige seul le pays jusqu'en 1990, date à partir de laquelle il alterne au pouvoir avec le Mouvement pour la démocratie.

Palma Carlos, Adelino (1905-1992): professeur d'université, avocat de nombreux opposants (modérés) au salazarisme, lié à d'importants groupes capitalistes, il est choisi par Spínola comme Premier ministre du 1^{er} Gouvernement provisoire (du 16 mai au 18 juillet 1974). Il fonde le PPD en 1975

Partido Liberal : parti d'extrême droite, fondé le 28 mai 1974 par des salazaristes et des dissidents monarchistes il est opposé à la décolonisation. Organisateur de la manifestation de la «majorité silencieuse» prévue le 28 septembre 1974, il est interdit suite à l'échec de ce coup politique

Partido do Progresso/Movimento federalista português : parti d'extrême droite, composé de «nationalistes-révolutionnaires» et de monarchistes, créé le 6 mai 1974 et opposé à l'indépendance des colonies. «Le MFP

participation à la répression contre le coup d'État du 25 novembre 1975. Retraité, il a fondé une société de sécurité privée dont l'uniforme fait allusion aux commandos qu'il a dirigés.

PAIGC (Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert): parti politique créé en 1956 et soutenu par l'URSS. En Guinée continentale, ses 10 000 soldats combattent les 35000 soldats portugais. Une fois l'indépendance acquise, il se transforme en PAICV (Parti pour l'indépendance du Cap-Vert) en 1980, suite à la séparation avec la Guinée-Bissau. Il dirige seul le pays jusqu'en 1990, date à partir de laquelle il alterne au pouvoir avec le Mouvement pour la démocratie.

Palma Carlos, Adelino (1905-1992): professeur d'université, avocat de nombreux opposants (modérés) au salazarisme, lié à d'importants groupes capitalistes, il est choisi par Spínola comme Premier ministre du 1^{er} Gouvernement provisoire (du 16 mai au 18 juillet 1974). Il fonde le PPD en 1975

Partido Liberal : parti d'extrême droite, fondé le 28 mai 1974 par des salazaristes et des dissidents monarchistes il est opposé à la décolonisation. Organisateur de la manifestation de la «majorité silencieuse» prévue le 28 septembre 1974, il est interdit suite à l'échec de ce coup politique

Partido do Progresso/Movimento federalista português : parti d'extrême droite, composé de «nationalistes-révolutionnaires» et de monarchistes, créé le 6 mai 1974 et opposé à l'indépendance des colonies. *«Le MFP entretient des relations étroites avec les associations de colons blancs [...] La défense de l'empire colonial portugais était la principale priorité politique du MFP-PP, qui prônait "l'autodétermination du Portugal à travers une fédération intégrée" et la sauvegarde de son autonomie face à la convoitise géopolitique des grandes puissances de l'époque – les États-Unis et l'Union soviétique. Utilisant le langage des mouvements de libération, le MFP le subvertit [...] ; sous un nouveau discours, d'apparence démocratique et d'essence néo-fasciste, il ne fait que continuer à proposer l'idéal impérialiste de la nation une et indivisible qui caractérisait la propagande de l'Estado Novo. [...] Le MFP-PP a été déclaré illégal à la suite de l'échec de la tentative de coup d'État, le 28 septembre 1974 [...]. Certains cadres de ce mouvement-parti ont ensuite rejoint les réseaux de bombes de l'ELP et du MDLP [...]. Après le 25 novembre 1975, les militaires du MFA ont conclu un pacte avec ces éléments, leur accordant une amnistie de facto afin qu'ils déposent les armes et retournent au Portugal [...]. Peu d'auteurs d'attentats ont été traduits en justice et la plupart n'ont pas été condamnés, certains d'entre eux retournant finalement à la vie universitaire et/ou professionnelle et rejoignant les rangs du CDS-PP et du PSD²⁶.»*

PCP : le Parti communiste portugais *«fut fondé en 1921 ; il défendit une stratégie favorable à la constitution d'un Front populaire et d'un grand bloc démocratique d'opposition au fascisme ; ce parti exerça une influence considérable sous le salazarisme, et bénéficia d'un soutien important parmi les intellectuels, les étudiants, les ouvriers et les paysans. [...] Pendant la période fasciste, le Parti communiste fut l'organisation politique clandestine la plus influente et la mieux organisée. Les déplorables conditions de vie des travailleurs et le rôle du Parti communiste dans l'Alentejo stimulèrent une forte conscience politique qui se manifesta clairement après le changement du régime politique, en 1974. [...] le PCP dénonça constamment l'extrême gauche, même si, à plusieurs reprises, ce parti fut amené à rechercher des alliances. Mais la radicalisation ouvrière dont le PCP avait tellement peur eut également des échos en son sein»* (de nombreux militants d'extrême gauche militèrent d'abord au Parti avant d'en être exclus et de rejoindre des organisations maoïstes ou autres). *«Cela explique pourquoi ce parti créa une organisation armée, apparemment indépendante mais qui suivait la même ligne que celle du Comité central, étant donné qu'elle était son bras armé. [...] Ainsi la direction du PCP envoya un groupe de militants suivre une formation militaire à Cuba ; parallèle à sa structure, cette organisation créée en 1968 s'appela d'abord les Forces armées de libération (FAL) ; elle entretenait des relations avec la LUAR, avant d'être rapidement démantelée. Durant les années suivantes, le PCP mena des actions armées et consolida l'Action révolutionnaire armée (ARA, créée en 1970). Deux membres du PCP appartenaient à son Commandement central.»* (Mendes Abadia, 2010). S'il comptait environ 3 000 membres en 1974, le PCP en revendique 50 000 aujourd'hui et a 6 députés sur 230 au Parlement.

²⁶ <https://setentaequatro.pt/wiki/movimento-federalista-portugues-partido-do-progresso> .

considérable sous le salazarisme, et bénéficia d'un soutien important parmi les intellectuels, les étudiants, les ouvriers et les paysans. [...] Pendant la période fasciste, le Parti communiste fut l'organisation politique clandestine la plus influente et la mieux organisée. Les déplorables conditions de vie des travailleurs et le rôle du Parti communiste dans l'Alentejo stimulèrent une forte conscience politique qui se manifesta clairement après le changement du régime politique, en 1974. [...] le PCP dénonça constamment l'extrême gauche, même si, à plusieurs reprises, ce parti fut amené à rechercher des alliances. Mais la radicalisation ouvrière dont le PCP avait tellement peur eut également des échos en son sein» (de nombreux militants d'extrême gauche militèrent d'abord au Parti avant d'en être exclus et de rejoindre des organisations maoïstes ou autres). «Cela explique pourquoi ce parti créa une organisation armée, apparemment indépendante mais qui suivait la même ligne que celle du Comité central, étant donné qu'elle était son bras armé. [...] Ainsi la direction du PCP envoya un groupe de militants suivre une formation militaire à Cuba ; parallèle à sa structure, cette organisation créée en 1968 s'appela d'abord les Forces armées de libération (FAL) ; elle entretenait des relations avec la LUAR, avant d'être rapidement démantelée. Durant les années suivantes, le PCP mena des actions armées et consolida l'Action révolutionnaire armée (ARA, créée en 1970). Deux membres du PCP appartenaient à son Commandement central.» (Mendes Abadia, 2010). S'il comptait environ 3 000 membres en 1974, le PCP en revendique 50 000 aujourd'hui et a 6 députés sur 230 au Parlement.

PDC (Partido da democracia cristã): créé le 10 mai 1974, il a une petite implantation dans le Nord. Suspendu pour avoir soutenu la tentative de coup d'État du 11 mars 1975, ce parti a continué à sévir jusqu'en 2004. Son idéologie officiellement démocrate-chrétienne cachait mal ses affinités avec le salazarisme : nécessité d'une société hiérarchisée, coopération entre les classes, primauté de la «morale» et de la foi, financement par l'État de l'école privée, opposition à la décolonisation au nom d'un impossible «fédéralisme», etc.

PIDE (Police internationale de défense de l'État): si, sous la dictature de Salazar, les services de police politique changèrent plusieurs fois de nom, la PIDE est la plus tristement célèbre d'entre elles. Elle fut fondée en 1945, pour être remplacée en 1969 par la DGS, Direction générale de la sécurité, dont les membres tirèrent sur les manifestants le 25 avril 1974. Ses domaines de compétence étaient très larges puisqu'elle s'occupait des passeports, de l'administration des étrangers et des frontières, et intervenait également dans les querelles familiales, les conflits du travail et la surveillance des salariés à l'appel des patrons. Pratiquant fréquemment la torture, habilitée à garder les personnes en prison même si elles étaient acquittées, elle avait ses propres locaux (à Aljube, Caxias et Angra do Heroísmo) qui étaient des lieux de détention préventive... renouvelable. Elle n'hésitait pas à liquider les opposants politiques et à payer des informateurs au Portugal mais aussi dans d'autres pays, à commencer par la France. Elle intervint aussi dans les colonies contre les mouvements de libération. «La répression de la PIDE/DGS était sélective : entre 1945 et 1974, sur environ 15 000 détenus, il y eut une moyenne d'environ 400 détentions politiques par an. Il y a cependant eu des périodes marquées par des "pics" de détentions plus accentuées, à savoir entre 1946 et 1954, en 1958 et 1959 et entre 1961 et 1964²⁷.»

Pinay, Antoine (1891-1994): maire, député, sénateur avant la seconde guerre mondiale, pétainiste sous Vichy, «résistant» de la dernière heure, il est l'un des fondateurs du Centre national des indépendants et paysans, formation de droite qui recycla un certain nombre de partisans de Vichy. Violentement anticommuniste, il est hostile à l'indépendance des colonies françaises. Il s'illustre dans la répression des grèves de la SNCF et de la RATP quand il est ministre des Transports en 1950 sous la IV^e République. Il sera ministre des Finances sous les deux Républiques.

Pintado, Xavier (1925- 2016): technocrate au service du grand patronat et du secteur bancaire, secrétaire d'État au commerce sous le régime de Caetano, prof d'université, économiste et fondateur du CDS en juillet 1974.

Pires, António Elísio Capelo : officier à Macao, et dans les guerres coloniales em Angola et au Mozambique, il est nommé commandant de la région militaire du Nord en septembre 1975 et, à ce titre, joue un rôle important

²⁷ Irene Flunser Pimentel, «O que foi a PIDE ? Funções, poderes e métodos», <https://setentaquatro.pt/ensaio/o-que-foi-pide-funcoes-poderes-e-metodos> .

1974, sur environ 15 000 détenus, il y eut une moyenne d'environ 400 détentions politiques par an. Il y a cependant eu des périodes marquées par des "pics" de détentions plus accentuées, à savoir entre 1946 et 1954, en 1958 et 1959 et entre 1961 et 1964²⁷»

Pinay, Antoine (1891-1994): maire, député, sénateur avant la seconde guerre mondiale, pétainiste sous Vichy, «résistant» de la dernière heure, il est l'un des fondateurs du Centre national des indépendants et paysans, formation de droite qui recycla un certain nombre de partisans de Vichy. Violentement anticommuniste, il est hostile à l'indépendance des colonies françaises. Il s'illustre dans la répression des grèves de la SNCF et de la RATP quand il est ministre des Transports en 1950 sous la IV^e République. Il sera ministre des Finances sous les deux Républiques.

Pintado, Xavier (1925- 2016): technocrate au service du grand patronat et du secteur bancaire, secrétaire d'État au commerce sous le régime de Caetano, prof d'université, économiste et fondateur du CDS en juillet 1974.

Pires, António Elísio Capelo : officier à Macao, et dans les guerres coloniales em Angola et au Mozambique, il est nommé commandant de la région militaire du Nord en septembre 1975 et, à ce titre, joue un rôle important dans la répression du coup d'Etat du 25 novembre et est donc récompensé par sa nomination au Conseil de la Révolution entre 1975 et 1997.

Portas, Nuno : architecte, enseignant, il participe aux trois premiers Gouvernements provisoires. Ce membre de la haute technocratie «de gauche» s'intéresse à la politique du logement, à la réhabilitation et à la planification urbaine et la mise à jour de la législation sur l'urbanisme

PPD/PSD (Partido popular democrático): fondé en mai 1974, le PPD deviendra en 1976 le Partido social democrata (PSD) même si son adhésion à l'Internationale socialiste fut refusée. Il est dirigé, au départ, par les technocrates et les juristes dits «libéraux» qui voulaient réformer un peu le régime de Salazar puis de Caetano. Après le 25 avril, ce parti combat le PCP, les grèves et les occupations de terres, même si, lors de son congrès de fondation, le PPD alla jusqu'à se prononcer en faveur du passage de la cogestion à l'autogestion ! Il a participé à de nombreux gouvernements depuis 1976, a réussi deux fois à obtenir la majorité absolue au Parlement et a obtenu 77 députés (sur 230), aux dernières élections législatives de 2019.

PRP-BR : groupe guévarisant et tiersmondiste, né dans la clandestinité en 1973 et qui, en raison de ses attaques de banques et de convois de transport de fonds après le 25 avril, mais aussi de ses liens étroits avec la prétendue «gauche militaire», fut obligé d'arrêter ses activités en septembre 1978, lors de l'arrestation de ses dirigeants, et de se dissoudre en juin 1980. *«Sous Caetano, les BR se [livraient] exclusivement à des sabotages de l'appareil militaire colonialiste, sans être jamais pris par la PIDE. Les BR se [convertirent] en PRP fin 1973. Après le 25 avril les BR ont cherché à concilier les structures hiérarchisées et autoritaires d'un parti avec la défense de la lutte autonome des travailleurs, des comités d'usine. Mais [...] il est impossible de concilier ses structures organisationnelles avec le type de pratique des commissions de travailleurs»* (Bernardo, mai 1975)

PSP (Police de sécurité publique) : créée en 1867, elle dépend du ministère de l'Intérieur. Elle est censée «assurer l'ordre» dans les zones urbaines tandis que la GNR s'occupe des zones rurales.

Quina, Miguel : membre du conseil d'administration de la banque Borges e Irmão, l'un des principaux groupes économiques portugais avant 1974. Ce groupe contrôlait le Banco Borges & Irmão (fondé à Porto en 1874), la MABOR (société créée en 1938 et dotée en 1946 d'une usine fabriquant des pneus à Famalicão), la compagnie d'assurance Atlas, Icesa (construction et installations touristiques), la Companhia Portuguesa de Cobre (cuivre), Lanifícios da Covilhã (laine) et le Banco Comercial e Industrial de Angola, et il avait aussi investi dans deux quotidiens.

Radio Renascença (Radio Renaissance) : créé en 1936 par le Patriarcat de Lisbonne et la Conférence épiscopale portugaise, ce média catholique a toujours défendu des positions réactionnaires, ce qui motiva son occupation pendant quelques mois en 1975, par un certain nombre de travailleurs.

²⁷ Irene Flunser Pimentel, «O que foi a PIDE ? Funções, poderes e métodos», <https://setentaquatro.pt/ensaio/o-que-foi-pide-funcoes-poderes-e-metodos> .

ont cherché à concilier les structures hiérarchisées et autoritaires d'un parti avec la défense de la lutte autonome des travailleurs, des comités d'usine. Mais [...] il est impossible de concilier ses structures organisationnelles avec le type de pratique des commissions de travailleurs» (Bernardo, mai 1975)

PSP (Police de sécurité publique) : créée en 1867, elle dépend du ministère de l'Intérieur. Elle est censée «assurer l'ordre» dans les zones urbaines tandis que la GNR s'occupe des zones rurales.

Quina, Miguel : membre du conseil d'administration de la banque Borges e Irmão, l'un des principaux groupes économiques portugais avant 1974. Ce groupe contrôlait le Banco Borges & Irmão (fondé à Porto en 1874), la MABOR (société créée en 1938 et dotée en 1946 d'une usine fabriquant des pneus à Famalicão), la compagnie d'assurance Atlas, Icesa (construction et installations touristiques), la Companhia Portuguesa de Cobre (cuivre), Lanifícios da Covilhã (laine) et le Banco Comercial e Industrial de Angola, et il avait aussi investi dans deux quotidiens.

Radio Renascença (Radio Renaissance) : créé en 1936 par le Patriarcat de Lisbonne et la Conférence épiscopale portugaise, ce média catholique a toujours défendu des positions réactionnaires, ce qui motiva son occupation pendant quelques mois en 1975, par un certain nombre de travailleurs.

SAAL : «[...] *le Fonds de développement du logement (FFH), organisme public de financement, lança, le 6 août 1974, le SAAL (Service ambulatoire de soutien local). Cette institution était composée d'un personnel technique spécialisé censé soutenir, à travers les mairies, les initiatives des populations mal logées, afin de collaborer à la transformation de leurs propres quartiers en utilisant les ressources existantes et éventuellement des investissements»* (Lúcia Bruno, 1983). Le projet du SAAL visait à institutionnaliser le mouvement social dans les quartiers et à empêcher les «occupations sauvages» qui contribuaient à une instabilité sociale nuisible pour le Gouvernement provisoire. Cet organisme était chargé de surveiller le choix des terrains destinés à l'implantation de quartiers d'habitation ; la mise en place des infrastructures – un système d'épuration minimal des eaux usées ; l'attribution des financements, le contrôle des normes et des types de crédits accordés aux habitants ; enfin, il prenait des mesures de planification urbaine qui, en général, avaient été prévues avant le 25 avril 1974. Ce projet, «*lancé par l'architecte Nuno Portas, proche de la gauche socialiste, correspondait à la nécessité de chercher une solution rapide pour régler le problème du logement. Le pouvoir n'avait pas les moyens financiers et politiques de s'engager dans un programme classique de construction de logements. C'est pourquoi le SAAL défendit l'idée de l'auto-construction»* (L. Leitão, A. Dias, J. Manuel et L. Dianoux, 1980).» (Mendes Abadia, 2012)

São Tomé : cette île proche du Gabon fut une colonie portugaise à partir de 1470, tout comme l'île de Principe, proche de la Guinée équatoriale, et servit au commerce triangulaire de la traite négrière. Même si l'esclavage y fut aboli en 1876, le travail forcé continua à être pratiqué, ce qui provoqua la révolte de Batepá en 1953. L'archipel de São Tomé e Príncipe devint indépendant en 1975.

Sarmiento Rodrigues, Manuel Maria (1899-1979) : franc maçon, vice-amiral, administrateur colonial (gouverneur en Guinée puis au Mozambique), ministre des Colonies et auteur de nombreux ouvrages historiques, ce représentant parfait du paternalisme colonialiste était surnommé (sans rire) «*l'amiral humaniste*» par ses admirateurs.

SEDES (Associação para o Desenvolvimento Económico e Social): cette «*association pour le développement économique et social*» créée en 1970 regroupe des technocrates de gauche, du centre et de droite, qui se disent «*humanistes*» et que l'on a fréquemment retrouvé dans les gouvernements et les cabinets ministériels après le 25 avril.

Siderurgia Nacional : la société est créée en décembre 1954 dans le cadre du premier «plan de développement» de *l'Estado Novo*. L'entreprise elle-même est inaugurée en 1961 en présence du président de la République. Comme le déclare le ministre de l'Économie «*Un pays sans aciérie n'est pas un pays, mais un jardin potager.*» Pour que Antonio Champalimaud puisse pleinement bénéficier de son cadeau de Noël Salazar lui accorde la concession et la licence pour l'exploitation exclusive de l'industrie sidérurgique au Portugal pendant dix ans. Elle sera nationalisée en 1975 puis de nouveau privatisée en 1994. Elle s'appelle aujourd'hui SN Seixal, et est contrôlée par l'entreprise espagnole Megasa.

provoqua la révolte de Batepá en 1953. L'archipel de São Tomé e Príncipe devint indépendant en 1975.

Sarmento Rodrigues, Manuel Maria (1899-1979) : franc maçon, vice-amiral, administrateur colonial (gouverneur en Guinée puis au Mozambique), ministre des Colonies et auteur de nombreux ouvrages historiques, ce représentant parfait du paternalisme colonialiste était surnommé (sans rire) «*l'amiral humaniste*» par ses admirateurs.

SEDES (Associação para o Desenvolvimento Económico e Social): cette «*association pour le développement économique et social*» créée en 1970 regroupe des technocrates de gauche, du centre et de droite, qui se disent «*humanistes*» et que l'on a fréquemment retrouvé dans les gouvernements et les cabinets ministériels après le 25 avril.

Siderurgia Nacional : la société est créée en décembre 1954 dans le cadre du premier «plan de développement» de *l'Estado Novo*. L'entreprise elle-même est inaugurée en 1961 en présence du président de la République. Comme le déclare le ministre de l'Économie «*Un pays sans aciérie n'est pas un pays, mais un jardin potager.*» Pour que Antonio Champalimaud puisse pleinement bénéficier de son cadeau de Noël Salazar lui accorde la concession et la licence pour l'exploitation exclusive de l'industrie sidérurgique au Portugal pendant dix ans. Elle sera nationalisée en 1975 puis de nouveau privatisée en 1994. Elle s'appelle aujourd'hui SN Seixal, et est contrôlée par l'entreprise espagnole Megasa.

Silva, Augusto Santos (1956-) : militant trotskiste dans sa jeunesse, il passe ensuite au MES, soutient la candidature aux élections présidentielles d'Otelo de Carvalho en 1976, puis du général Eanes en 1980. Il rejoint le PS en 1990 dont il sera député à sept reprises. Il sera aussi secrétaire d'Etat et ministre à trois reprises. Il est actuellement président de l'Assemblée nationale.

Soares, Mário (1924-2017) : enseignant, avocat, député, puis ministre dans plusieurs gouvernements après 1974. Premier ministre à deux reprises et président de la République de 1986 à 1996. Militant de base au PC, puis cadre de différentes organisations servant de paravents aux staliniens, il est exclu en 1951 et fonde Resistência Republicana e Socialista en 1953. Emprisonné pendant trois ans, il est candidat en 1969 dans une coalition électorale avec des catholiques antifascistes, des socialistes anticomunistes et des monarchistes constitutionnels mais finit par s'exiler en France l'année suivante. Après le 25 avril, il défendra une ligne très hostile à toute remise en cause du capitalisme et s'alliera à plusieurs reprises avec les partis de droite pour contrer l'influence du PCP. Il fut l'un des plus ardents défenseurs de l'adhésion du Portugal à la CEE.

Spinola, Antonio Sebastião Ribeiro de (1910-1996): activement engagé dans la guerre en Angola et en Guinée Bissau, il veut «réformer» la domination coloniale, ce qui explique pourquoi il soutient le «mouvement des capitaines», mais son objectif est d'organiser des référendums dans les colonies et d'imposer une période de transition. Nommé président de la Junte de salut national le 25 avril 1974, puis président de la République le 15 mai 1974, il tente à deux reprises de briser l'alliance entre le MFA et les partis de gauche (et certains partis de droite), le 28 septembre 1974 et le 11 mars 1975. Il s'enfuit après l'échec du coup d'Etat de 1975 en Espagne puis au Brésil et complota pour renverser le pouvoir. Il revient néanmoins au Portugal en 1976, est promu maréchal en 1981 et décoré par le socialiste Mario Soares en 1987 !

Tomás, Américo (1894-1987): engagé dans la marine, il est élu président de la République en 1958 avec le soutien de Salazar, poste qu'il occupe jusqu'au 25 avril 1974. Il part en exil quelques années mais revient au Portugal en 1980 pour y mourir quasiment dans la misère si l'on en croit la notice fort complaisante de Wikipedia en portugais !

Torralta : «Club international de vacances» créé par Agostinho da Silva qui investit massivement au sud du Portugal, en Algarve, dans le tourisme et fut un pionnier du «capitalisme populaire», en clair du mirage du petit actionnariat. La société existe toujours aujourd'hui, même si elle a connu beaucoup de péripéties.

Torres Campos, José de Melo (1932-2019) : ingénieur, directeur de l'Institut national de recherche industriel et directeur général de l'Industrie sous le régime Caetano, il devient secrétaire d'Etat à l'Energie dans les trois premiers Gouvernements provisoires. Il sera ensuite député socialiste (1976-1980), puis occupera alternativement des postes de direction dans les secteurs public et privé.

le 11 mars 1975. Il s'enfuit après l'échec du coup d'Etat de 1975 en Espagne puis au Brésil et complota pour renverser le pouvoir. Il revient néanmoins au Portugal en 1976, est promu maréchal en 1981 et décoré par le socialiste Mario Soares en 1987 !

Tomás, Américo (1894-1987): engagé dans la marine, il est élu président de la République en 1958 avec le soutien de Salazar, poste qu'il occupe jusqu'au 25 avril 1974. Il part en exil quelques années mais revient au Portugal en 1980 pour y mourir quasiment dans la misère si l'on en croit la notice fort complaisante de Wikipedia en portugais !

Torralta : «Club international de vacances» créé par Agostinho da Silva qui investit massivement au sud du Portugal, en Algarve, dans le tourisme et fut un pionnier du «capitalisme populaire», en clair du mirage du petit actionariat. La société existe toujours aujourd'hui, même si elle a connu beaucoup de péripéties.

Torres Campos, José de Melo (1932-2019) : ingénieur, directeur de l'Institut national de recherche industriel et directeur général de l'Industrie sous le régime Caetano, il devient secrétaire d'État à l'Energie dans les trois premiers Gouvernements provisoires. Il sera ensuite député socialiste (1976-1980), puis occupera alternativement des postes de direction dans les secteurs public et privé.

UDP (União Democrática Popular : groupe maoïste «pro-albanais» créé en 1974 et issu de la fusion de 3 groupes dits «marxistes-léninistes». En 1999, l'UDP crée avec un groupe trotskiste (le PSR) et un groupe d'anciens membres du PCP (Política XXI) le Bloco de Esquerda (Bloc de Gauche).

UNITA (União Nacional para a Independência Total de Angola): ce mouvement de libération soutenu par la Chine puis l'Afrique du Sud, les Etats-Unis, le Zaïre et la France tirait ses ressources du contrôle d'une partie des mines de diamant et du trafic d'ivoire, ce qui lui permit de lutter militairement contre le MPLA au pouvoir. Il s'est transformé en parti politique en 1992, et a remporté 90 sièges sur 220 aux élections de 2022.

Vilar, Emilio Rui da Veiga Peixoto (1939-): directeur de banque, il est secrétaire d'État au commerce extérieur et au tourisme dans le premier Gouvernement provisoire, avant de devenir successivement ministre de l'Économie dans les 2^e et 3^e Gouvernements provisoires, député du PS, ministre des Transports et des Communications du premier gouvernement constitutionnel (1976-1978). Il occupera ensuite différentes fonctions importantes dans le secteur bancaire et aussi, en parallèle, dans le domaine de la gestion culturelle, dans le public et le privé (théâtres et fondations).

OUVRAGES ET ARTICLES CITES :

Maria Antónia Pedrosa de Lima (2003), *Grandes famílias, grandes empresas. Ensaio antropológico sobre uma elite de Lisboa*, Etnografica Press, 2003 (disponible sur books.open.edition.org)

Danubia Mendes Abadia (2010), *Combate et les luttes sociales pour l'autonomie au Portugal durant la «Révolution des œillets» (1974-1978)*, travail universitaire présenté en 2010 et traduit dans Portugal, la révolution oubliée, tome I, Éditions Ni patrie ni frontières, 2018

Portugal, l'autre combat : classes et conflits dans la société, de F. Avila, C. Ferreira, B. Lory, C. Orsoni et Charles Reeve (Éditions Spartacus en juin 1975, disponible en ligne).

Raquel Varela, *História do Povo na Revolução Portuguesa, 1974-1975*, Bertrand Editora, 2014 (Peuple en révolution. Portugal 1974-1975, Agone, 2018, traduit par Hélène Melo)

Phil Mailer, *Portugal 1974-1975, révolution manquée ?*, Les nuits rouges, 2019

João Bernardo, «De l'illégalité à la légalité», *Combat communiste*, mai 1975

João Bernardo, *Economia dos conflitos sociais*, Cortez Editora, 1991

travail universitaire présenté en 2010 et traduit dans Portugal, la révolution oubliée, tome I, Éditions Ni patrie ni frontières, 2018

Portugal, l'autre combat : classes et conflits dans la société, de F. Avila, C. Ferreira, B. Lory, C. Orsoni et Charles Reeve (Éditions Spartacus en juin 1975, disponible en ligne).

Raquel Varela, *História do Povo na Revolução Portuguesa, 1974-1975*, Bertrand Editora, 2014 (Peuple en révolution. Portugal 1974-1975, Agone, 2018, traduit par Hélène Melo)

Phil Mailer, *Portugal 1974-1975, révolution manquée ?*, Les nuits rouges, 2019

João Bernardo, «De l'illégalité à la légalité», *Combat communiste*, mai 1975

João Bernardo, *Economia dos conflitos sociais*, Cortez Editora, 1991